

18

Rapport annuel 2018



ecdpm

DANS CE RAPPORT

PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL 2018 DE L'ECDPM

- 02 Message du Président de notre Conseil
- 02 Message de notre Directeur

À PROPOS DE L'ECDPM

- 04 Qui nous sommes et ce que nous faisons
- 08 Ce qui nous distingue
- 09 Nos programmes en 2018

UN APERÇU DE NOTRE ANNÉE

- 10 Points clés
- 12 Le European Think Tanks Group : une voix de plus en plus écoutée en politique extérieure et en politique de développement de l'UE
- 14 Une plus grande harmonie des politiques pour mieux répondre aux grands enjeux mondiaux
- 16 Brexit et coopération internationale : quelle incidence au-delà du R-U et de l'UE ?
- 18 L'avenir de la coopération de l'UE avec les pays à revenu moyen
- 20 Comment évolue le partenariat entre l'Afrique du Nord et l'Europe ?
- 22 Pleins feux sur la question du genre et de la migration : analyse du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique
- 23 Le rôle des femmes dans la prévention des conflits et la médiation
- 24 Intégration régionale : la capacité de l'Afrique à travailler ensemble
- 26 L'Afrique et l'Europe en lutte contre les flux financiers illicites
- 28 Europe-Afrique : un partenariat pour des investissements et des emplois durables
- 30 Promouvoir des pratiques commerciales écologiquement durables
- 32 Légumes indigènes : les trésors oubliés de l'Afrique

L'ECDPM EN 2018

- 34 Appui à l'apprentissage et à la qualité
- 36 Ce que nous avons appris cette année
- 38 Communications
- 40 Finances
- 44 Nos ressources humaines
- 46 Gouvernance
- 48 Nos partenaires
- 50 Durabilité



Rapport annuel 2018



Adebayo Olukoshi
Président du Conseil
d'administration

Message du Président de notre Conseil

L'ECDPM, centre indépendant de réflexion de premier plan agissant à l'interface des relations entre l'Union européenne (UE) et l'Afrique, y compris l'Union africaine (UA), a connu en 2018 une nouvelle année riche en événements. Comme les années précédentes, les relations Afrique-Europe ont occupé une place importante sur la scène internationale : les interactions de longue date et la proximité géographique de ces deux continents continuent en effet de façonner leurs liens économiques, la teneur de leurs dialogues politiques et la substance même de leurs préoccupations communes.

En sa qualité d'institut spécialisé totalement voué à mieux comprendre la dynamique des relations UE-Afrique, l'ECDPM est à la pointe de l'analyse indépendante du contenu, du contexte et de l'orientation en constante évolution des politiques et stratégies qui se développent en Europe et en Afrique. L'ECDPM exerce son activité avec la volonté de recenser les points de convergence qui peuvent servir de fondements dans l'intérêt des deux parties, et les points de divergence à propos desquels des conversations franches contribuant à une meilleure compréhension mutuelle sont envisageables.

L'ECDPM s'est penché en 2018 sur une série de thèmes qui sont au cœur de la relation entre l'UE et l'Afrique en réservant une place majeure au nouveau partenariat entre l'Union européenne et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Les membres des équipes de l'ECDPM ont fourni de précieuses informations qui ont fait progresser la réflexion parmi les responsables des politiques et les dirigeants politiques tout en contribuant à documenter l'état des lieux et à favoriser l'action sur les grandes problématiques en jeu – en vue de créer une base durable et équilibrée au bénéfice des deux parties.

L'ECDPM a maintenu son engagement au plus haut niveau de l'UA et de l'UE afin de veiller à ce que l'attention se focalise sur les bonnes questions. La mesure dans laquelle le Centre est parvenu à réaliser son plan de travail pour l'année – succès décrit dans les pages ci-après – est la preuve qu'en dépit de la persistance des défis à relever par le système multilatéral mondial et de l'existence des pressions adverses exercées par le populisme nationaliste et l'extrémisme radical, le travail conjointement mené par l'Europe et l'Afrique dans la poursuite d'un objectif commun peut être une grande force pour le bien d'un monde en proie à de vives turbulences et à de profondes incertitudes. ■



James Mackie
Directeur faisant fonction
de juin à décembre 2018

Message de notre Directeur

S'ils veulent relever les défis mondiaux et réaliser les objectifs de développement durable (ODD), les pays doivent impérativement œuvrer ensemble à l'élaboration de politiques efficaces. La tâche est loin d'être aisée. Car lorsque l'on néglige de se coordonner avec les bons interlocuteurs ou de les inclure, lorsqu'une approche à court terme et des intérêts concurrents entrent en jeu, de nouvelles politiques ne suffisent jamais à entraîner à elles seules de véritables changements.

L'efficacité des politiques est dès lors un élément central de notre stratégie. Nos travaux de recherche et d'analyse, par exemple, s'intéressent à ce qui fonctionne – et à ce qui ne fonctionne pas. Nous cherchons à déterminer les obstacles, voire peut-être les acteurs, qui entravent les progrès. Nous apportons par ailleurs notre soutien au niveau de la mise en œuvre en proposant des conseils et des formations, et en collaborant étroitement avec ceux qui

conçoivent et exécutent les politiques ainsi qu'avec ceux qui en sont affectés. Nous participons aux processus stratégiques de bout en bout ; nous créons des liens entre les domaines d'action ; et nous mettons différents groupes en contact grâce à notre vaste réseau en Afrique, en Europe et au-delà.

Le présent rapport annuel propose un tour d'horizon de ce que l'ECDPM a accompli en 2018. Il se concentre plus particulièrement sur douze projets et sur ses actions les plus marquantes au service de politiques efficaces.

C'est ainsi que notre travail relatif aux négociations entre l'UE et les pays ACP met en évidence ce qui a – et ce qui n'a pas – fonctionné dans les précédents accords de partenariat. Il a également porté sur les incohérences d'ordre pratique de la gestion par l'UE de ses relations avec l'Afrique, caractérisée par une multitude de cadres souvent redondants. Après tout, son partenaire principal en Afrique, à savoir l'UA, n'a-t-il pas demandé à l'UE de « traiter l'Afrique en tant qu'entité » ? De même, le travail consacré par l'ECDPM au prochain budget à long terme de l'UE a mis en lumière les dilemmes que pose concrètement sa réorganisation dans une perspective de réduction du nombre de ses instruments. La démarche peut sembler sensée en termes de gestion, mais elle suscite certaines difficultés en termes de suivi et de responsabilité et elle accroît la nécessité d'un meilleur climat de confiance entre les institutions de l'UE.

Notre étude sur l'appui de l'UE à la consolidation de la paix et notre évaluation de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique ont été axées l'une et l'autre sur l'amélioration des politiques en faveur de la paix, condition essentielle de développement. Notre travail consacré à la chaîne de valeur de la noix de cajou en Côte d'Ivoire a aidé les agriculteurs et le gouvernement à affiner leurs stratégies en faveur d'une production économique. Dans la même optique, notre étude sur le prélèvement par l'UA de 0,2% sur les importations visait à aider les responsables de l'élaboration des politiques à améliorer un aspect déterminant du développement institutionnel de l'UA : accroître ses propres ressources financières au départ de sources africaines, et renforcer son indépendance et sa liberté d'action. Enfin, les travaux que nous avons menés en matière de cohérence des politiques, de systèmes agroalimentaires durables, de chaînes de valeur et de commerce, et de migration, ont tous été orientés vers davantage de débat sur la manière d'améliorer le fonctionnement des politiques sur le terrain.

Je vous souhaite une agréable lecture de ce rapport. ■

En juin 2018, Ewald Wermuth a quitté la fonction de directeur de l'ECDPM qu'il a occupée pendant plus de trois ans, pour se concentrer sur sa santé. Le Conseil d'administration, la direction et le personnel du Centre le remercient de son dévouement et de son engagement à l'égard de l'organisation.



Carl Michiels
Nouveau directeur
en 2019

Présentation de notre nouveau directeur

Carl Michiels a pris ses fonctions en qualité de directeur de l'ECDPM en janvier 2019. Il fera bénéficier le Centre de plus de trente années d'expérience dans le domaine des relations internationales et du développement. Il dirigeait précédemment ENABEL, l'agence belge de développement.

« Je suis heureux et fier de devenir membre d'une équipe que j'admire : l'ECDPM occupe une place unique en tant que groupe de réflexion dont les travaux de recherche dûment étayés favorisent une meilleure compréhension mutuelle entre les acteurs concernés et permettent de forger un consensus autour des thèmes qui façonnent le monde d'aujourd'hui et de demain. » ■

Qui nous sommes et ce que nous faisons

Le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM) est un centre indépendant de réflexion de premier plan qui se donne pour mission de favoriser des politiques efficaces en Europe et en Afrique au service d'un développement inclusif et durable.

Nous sommes convaincus de l'extrême puissance des politiques de qualité capables d'aborder les principaux problèmes sociaux à la racine, de jeter les bases du changement et de contribuer de manière décisive à faire de l'agenda mondial du développement une réalité pour tous. Cette conviction sous-tend notre volonté d'aider les institutions et les gouvernements d'Europe et d'Afrique à élaborer des politiques efficaces.

Nos experts indépendants fournissent des analyses pointues alimentées à la fois par des recherches et des idées nouvelles. Être au service de politiques efficaces exige toutefois de ne pas rester en coulisses mais de collaborer étroitement avec ceux qui conçoivent et exécutent les politiques ainsi qu'avec ceux qui en sont affectés. Nous réunissons différents groupes autour de la table, nous ouvrons la voie au débat et nous veillons à ce que chacun puisse faire entendre sa voix. Nous fournissons conseils et formations, et concevons des solutions pratiques ensemble.

Nous avons plus de trente années d'expérience de la politique de développement et de la coopération internationale, et une excellente connaissance des institutions africaines et européennes. Nous nous concentrons sur la politique extérieure de l'UE et sur les politiques européennes et africaines relatives aux conflits, aux migrations, à la gouvernance, à la sécurité alimentaire, à l'intégration régionale, aux entreprises, aux finances et au commerce.

Nous comptons parmi nos partenaires des représentants de ministères, d'institutions et d'organisations internationales, des membres de groupes de réflexion et de milieux universitaires, et des acteurs sociaux et économiques d'Afrique, d'Europe et d'ailleurs. ■



Luckystar Miyandazi (ECDPM) et Joram Tarusarira de l'Université de Groningen participent à une table ronde lors du symposium annuel 2018 de la Communauté des étudiants africains organisé à Groningen (Pays-Bas).

ANEL
MISSION
Forward for Africa's
Intracontinental
nors from

Ce que nous offrons

Des études et analyses

Nous fournissons des études, des analyses pointues et des idées nouvelles.

Des conseils et des formations

Nous fournissons des conseils pragmatiques, des formations et des appuis.

Des partenariats et des dialogues

Nous mettons des interlocuteurs en contact ; nous établissons des partenariats ; et nous créons des espaces de dialogue.

Des événements

Nous organisons des débats, des conférences et des ateliers où nous exprimons notre point de vue.

Des informations spécialisées

Nous fournissons des informations à nos partenaires ainsi qu'aux médias.



Paulina Bizzotto Molina (ECDPM) cueille le sukuma en compagnie de Naomi Lembris Meigaru à Oldonyowas dans la zone périurbaine d'Arusha (Tanzanie).

Être au service de politiques efficaces exige toutefois de ne pas rester en coulisses mais de collaborer étroitement avec ceux qui conçoivent et exécutent les politiques ainsi qu’avec ceux qui en sont affectés. Nous réunissons différents groupes autour de la table, nous ouvrons la voie au débat et nous veillons à ce que chacun puisse faire entendre sa voix. Nous fournissons conseils et formations, et concevons des solutions pratiques ensemble.

Ce qui nous distingue



Nous sommes davantage qu'un groupe de réflexion. Nous sommes des chercheurs et des analystes, mais également des facilitateurs, des conseillers, des évaluateurs et des formateurs. C'est la combinaison de ces rôles qui nous distingue d'autres groupes de réflexion. Pour favoriser des politiques efficaces, il nous faut avoir une connaissance approfondie de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas, d'une part, et, de l'autre, travailler avec les intervenants déterminants pour la mise en œuvre desdites politiques. ■



Nous sommes indépendants. Notre situation unique en termes de financement nous permet de conserver une autonomie opérationnelle et de définir notre propre agenda non partisan. Nous ne sommes pas là pour servir un quelconque intérêt, hormis celui des personnes les plus vulnérables de la société. ■



Nous regardons au-delà des promesses. Qu'un changement de politique soit positif, négatif ou sans effet dépend généralement de toute une série de facteurs et d'acteurs. Aussi veillons-nous à regarder au-delà des déclarations pour analyser ce qui impulse ou ce qui entrave le changement. Autrement dit, nous nous intéressons à l'ensemble des incitations et contraintes politiques. ■



Nous connaissons dans ses moindres détails le paysage de la politique africaine et européenne.

Les relations Afrique-Europe sont au cœur de notre action. Une collaboration de plus de trente ans avec des institutions, des gouvernements et des partenaires sur les deux continents nous a permis de créer un vaste réseau, d'acquérir une solide mémoire institutionnelle de ce qui a (ou n'a pas) fonctionné jusqu'ici et de parvenir à prédire l'évolution des politiques. ■



Nous nous inscrivons dans la durée.

L'instauration de politiques efficaces ne se fait pas du jour au lendemain. Nous nous impliquons dans ce processus du début à la fin et nous nous engageons à long terme auprès de nos partenaires afin d'accomplir ensemble des changements au fil du temps. ■



Une foule assiste à un match de football d'enfants dans le camp de réfugiés de Hitsats dans la région du Tigray (Éthiopie).

Nos programmes en 2018

Notre travail contribue directement aux objectifs mondiaux énoncés dans le programme de développement durable à l'horizon 2030, et plus particulièrement à ses objectifs 2 (faim « zéro »), 8 (travail décent et croissance économique), 10 (réduction des inégalités), 16 (paix, justice et institutions solides) et 17 (partenariats en vue du développement durable). Notre action contribuera en outre de façon indirecte aux objectifs mondiaux 1 (élimination totale de la pauvreté), 5 (égalité des sexes), 9 (industrie, innovation et infrastructure), 12 (consommation et production responsables), 13 (mesures contre le changement climatique) et 15 (écosystèmes terrestres).

Nous avons stratégiquement concentré notre travail en 2018 au travers de cinq programmes interdépendants. Les deux premiers s'articulent autour des institutions européennes et africaines tandis que les trois autres sont davantage thématiques.

Affaires extérieures européennes

L'UE doit gérer une série de défis dans son environnement proche tout en s'efforçant d'avoir un rôle plus important dans la résolution des problèmes du développement mondial. Nous voulons aider les institutions et les États membres de l'UE à élaborer une politique extérieure et de sécurité qui soit cohérente et efficace sans éluder pour autant les réflexions et analyses critiques qui contribuent à leur responsabilisation.

Institutions africaines

Les institutions africaines prennent des mesures importantes pour mettre en place les structures de gouvernance indispensables face aux nouvelles dynamiques sociétales. Le continent africain n'en reste pas moins fréquemment confronté à des soulèvements sociaux, des violences électorales, des faits de corruption et une dépendance financière. Nous voulons aider les institutions africaines à remédier

aux causes et aux conséquences de la faiblesse de leur gouvernance.

Migration

La migration et la mobilité peuvent favoriser le développement en impulsant le changement social et économique, mais elles peuvent également engendrer des défis majeurs. Nous voulons contribuer à relever ceux-ci en utilisant le potentiel de la migration au profit du développement mondial et en améliorant le dialogue et la coopération entre l'Europe et l'Afrique en la matière.

Sécurité et résilience

Les institutions africaines et européennes restent tiraillées entre l'apport d'une aide au développement à long terme et la fourniture d'une aide humanitaire et de crise. Nous voulons contribuer à l'instauration de meilleures transitions entre les réponses à court terme dans le cadre de conflits et un développement durable de longue haleine.

Transformation économique et agricole

La transformation économique et agricole est au cœur de multiples stratégies africaines et européennes de développement. Elle peut créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité ; mettre un terme à la faim ; et stimuler la croissance économique. Notre but est de contribuer à la réalisation de ces objectifs. Nous nous concentrons sur le secteur privé, les finances, le commerce, l'intégration régionale et les systèmes alimentaires durables.

Nos différents programmes participent conjointement à nos activités axées sur les relations Afrique-Europe, sur les relations entre l'Europe et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), sur l'Afrique du Nord, la cohérence des politiques en faveur du développement (durable), le changement climatique, le genre et la jeunesse.■



Points clés

Nous vous proposons un tour d'horizon de ce que l'ECDPM a accompli en 2018 en commençant par les temps forts qui ont marqué notre mission de janvier à décembre. Les pages 12 à 33 sont consacrées ensuite à la description détaillée de douze projets qui illustrent l'action de nos programmes tout au long de l'année et notre contribution au programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi que les liens entre nos différentes activités.



Francesco Rampa (ECDPM) et d'autres membres de la Task Force « Rural Africa » présentent leur rapport final à la Commission européenne et à la Commission de l'Union africaine à Bruxelles (Belgique).



Lidet Tadesse (ECDPM) auteure d'un blog pour notre série consacrée à la Journée Afrique 2018.



Felix Fernandez-Shaw, Shada Islam, l'Ambassadeur Baso Sangqu, Barbara Pesce-Monteiro et Geert Laporte (ECDPM) lors de la présentation du Challenges Paper de l'ECDPM à Bruxelles (Belgique).



L'édition annuelle de notre « Challenges Paper » a été consacrée aux défis et opportunités pour les relations Afrique-Europe en 2018. Invités par la représentation permanente du Luxembourg auprès de l'UE à Bruxelles, nous y avons présenté cette publication-phare à des fonctionnaires européens et africains.



Notre document décrivant les choix essentiels et les implications possibles pour tous les acteurs participant aux négociations ACP-UE est arrivé en tête de nos publications 2018 les plus lues. Établissant également un lien entre les négociations et le prochain budget à long terme de l'UE, il a été largement cité et utilisé. Nous avons publié, dans la perspective du sommet de l'UA plus tard dans l'année, un autre document consacré aux négociations ACP-UE.



À l'occasion d'un événement de la série « The Best of the European Think Tanks » organisé par les BOZAR et l'Association européenne des journalistes, Geert Laporte (ECDPM) a débattu avec Shada Islam (Friends of Europe) et Johan Verbeke (Institut Egmont) de la place de l'UE et des groupes de réflexion européens sur la scène géopolitique.



Un numéro spécial de notre revue *Great Insights* consacré aux migrations a décrit les défis et opportunités complexes que la mobilité humaine engendre pour le développement. Il devint rapidement le numéro de l'année le plus souvent téléchargé.



L'AERC (African Economic Research Consortium) nous a invités à rédiger un document portant sur une nouvelle approche de l'intégration régionale et à participer à un séminaire sur ce thème à Entebbe (Ouganda). Ce fut pour nous l'occasion de faire connaître les principaux messages de notre projet axé sur l'économie politique des organisations régionales d'Afrique à des décideurs de haut niveau et à collaborer avec la communauté de recherche africaine.



Nous avons participé au Forum de haut niveau de Tana sur la sécurité en Afrique tenu à Bahir Dar (Éthiopie). Nous avons été interviewés avant le forum par la *Deutsche Welle Radio* (en anglais avec traduction en amharique) sur l'avenir du financement de la coopération en matière de paix et de sécurité en Afrique.



Nous avons publié notre étude sur la question de savoir si le prélèvement de 0,2% par l'UA sur les importations peut financer la paix et la sécurité en Afrique et s'il enfreint les règles de l'Organisation mondiale du commerce. Nous avons également mis à jour notre analyse du prélèvement de 0,2% sur les importations qui, publiée en 2017, a servi de document de référence pour le Forum de haut-niveau de Tana et a figuré en couverture de *The East African*.



En Tunisie, nous avons inauguré un projet consacré à l'économie politique du climat d'affaires et des réformes de la gouvernance. Ce projet s'inscrit dans un programme de deux ans qui associe des formations à l'économie politique pour le personnel de la délégation de l'UE à Tunis à des travaux de recherche et de programmation.



En notre qualité de membre d'un groupe consultatif sur le financement mixte dirigé par l'OCDE, nous avons assisté à deux réunions de coordination à Paris (France) et Washington DC (États-Unis), qui ont conduit à l'adoption de la feuille de route « Tri Hita Karana Roadmap for Blended Finance ». Nous avons également publié deux notices sur le plan d'investissement extérieur de l'UE. Nous avons co-organisé, plus tard dans l'année, un débat à ce sujet à l'intention de représentants de la Commission européenne et de l'Association des institutions européennes bilatérales de financement du développement.



Nous avons présenté nos travaux sur le rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits avec un accent plus particulier sur les processus de médiation et les missions d'observation électorale, lors d'une réunion de dialogue organisée par l'Institute for Peace and Security Studies (IPSS) à Addis-Abeba (Éthiopie).



Dans notre série de blogs inspirés par la Journée Afrique et dédiés à celle-ci, trois de nos jeunes collègues ont expliqué ce que signifie pour eux être Africain.



Nous avons présenté les conclusions de notre évaluation de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique lors d'un événement Infopoint de la Commission européenne à Bruxelles. Cette présentation faisait suite à des exposés au groupe de travail Afrique du Conseil européen (COAFR) et à plusieurs débats intervenus plus tôt dans l'année avec le ministère néerlandais des affaires étrangères ; le ministère belge des affaires étrangères ; et le ministère irlandais des affaires étrangères et du commerce, Irish Aid et la représentation permanente de l'Irlande auprès de l'UE.



Nous avons été invités à une réunion des partenaires de développement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour discuter de travaux relatifs à l'économie politique des stratégies d'industrialisation régionale, à exécuter avec la Banque mondiale.



Francesco Rampa (ECDPM) a rejoint la Task Force « Rural Africa », un groupe composé de onze experts qui échangent avec la Commission européenne des informations concernant la création d'emplois et le développement durable dans le secteur agroindustriel en Afrique. Le groupe a présenté des recommandations sur un large éventail de sujets lors du Forum UA-UE à haut niveau organisé à Vienne (Autriche).

JANVIER

FÉVRIER

MARS

AVRIL

MAI

Jeske van Seters (ECDPM) et le consultant Dieu-donné Konnon s'entrelient avec le Président et Secrétaire de l'Association Nationale des Pépiniéristes Professionnels d'Anacarde de Côte d'Ivoire (ANPPACI) à Abidjan (Côte d'Ivoire).



Anna Knoll et Amanda Bisong (ECDPM) à Marrakech (Maroc) en vue de la conférence des Nations unies pour l'adoption du pacte mondial sur les migrations.



Bill Gates prend la parole lors d'un débat public organisé par le European Think Tanks Group et le Parlement européen à Bruxelles (Belgique).



Andrew Sherriff (ECDPM) présente notre étude sur la nature changeante du soutien à la consolidation de la paix lors d'un panel animé par Dan Smith, directeur de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), à Stockholm (Suède).



Nous avons lancé le rapport final de notre analyse de ce qui motive le soutien à la consolidation de la paix au niveau des institutions de l'UE ainsi qu'en Allemagne, en Suède et aux États-Unis en réunissant les principaux messages dans un outil interactif en ligne. Nous avons présenté notre étude à Berlin (Allemagne) en collaboration avec FriEnt; à la PeaceCon 2018 de Washington, DC (États-Unis) avec Humanity United; et avec l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Suède). Nous l'avons également exposé au ministère suédois des affaires étrangères, à l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et à la Folke Bernadotte Academy lors d'une réunion présidée par le directeur général en charge de la coopération internationale au développement au sein du ministère suédois.



Nous avons organisé, avec Southern Voice et l'Institut allemand de développement, un atelier de deux jours et un débat public sur la cohérence des politiques au service du développement durable et sur le programme de développement durable à l'horizon 2030 à Bruxelles et à Maastricht.



Nous avons publié l'une des premières analyses indépendantes exhaustives concernant la proposition de futur budget de l'UE pour l'action extérieure. Elle a été appréciée et utilisée par toute une série d'institutions européennes. Il s'agit de l'une de nos nombreuses analyses consacrées aux négociations sur le prochain budget à long terme de l'UE.



Lors des journées européennes du développement 2018 à Bruxelles, nous avons organisé avec le European Think Tanks Group notre traditionnel « petit déjeuner des agents du changement » (changemakers breakfast), occasion pour les décideurs de débattre de l'avenir de la politique de développement de l'UE.



Transparify, initiative visant à promouvoir la transparence financière des groupes de réflexion dans le monde, a décerné à l'ECDPM sa cote maximale de cinq étoiles pour la quatrième fois d'affilée.



Nous avons aidé l'Agence suisse pour la coopération et le développement à organiser et à modérer sa conférence internationale des parties prenantes consacrée à l'exploitation minière durable et à petite échelle, qui a eu lieu à Genève (Suisse). Nous avons également organisé à Bruxelles une table ronde consultative sur « les principes d'une exploitation responsable des mines d'or ». Ces principes sont développés par le World Gold Council.



Nous sommes intéressés

de plus près à la chaîne de valeur de la noix de cajou en Côte d'Ivoire dans le but d'en partager les enseignements avec d'autres pays. Nous avons discuté de notre document à ce sujet avec des acteurs locaux au Bénin, lesquels l'ont ensuite utilisé lors de leurs contacts avec le gouvernement concernant les politiques et approches relatives à la production et la transformation des noix de cajou.



En vue de la conférence des Nations unies pour l'adoption du pacte mondial sur les migrations à Marrakech (Maroc), nous avons co-organisé un événement parallèle consacré aux liens entre politique commerciale et politique migratoire. Nous avons fait rapport à nos lecteurs à ce sujet depuis Marrakech et brisé les mythes entourant le pacte dans une vidéo très largement regardée.



Nous avons élaboré, en concertation avec le Comité des donateurs pour le développement de la petite entreprise, un guide méthodologique relatif à cinq indicateurs de développement du secteur privé. Il aide les donateurs à mieux suivre et évaluer la performance de leurs projets.



Nous avons organisé un atelier à Arusha (Tanzanie) avec le Centre mondial des légumineuses (AVRDC), Oikos Afrique de l'Est et d'autres membres du projet SASS (stratégies pour des systèmes alimentaires durables). Nous avons examiné avec des parties prenantes locales les défis mais également les idées et solutions qui permettraient d'accroître la durabilité des réseaux alimentaires locaux.

►► Face aux défis globaux, les pays n'ont d'autre choix que de travailler ensemble. Aucune organisation ni institution ne peut à elle seule engendrer le changement et c'est la raison pour laquelle les partenariats sont la pierre angulaire de notre action. L'un de ces partenariats a joué, en 2018, un rôle particulièrement important dans ce contexte : il s'agit du European Think Tanks Group.



Simon Maxwell, Alex Thier, Bill Gates, Federica Mogherini, Nathalie Tocci et James Mackie (ECDPM) lors d'un débat public organisé par le European Think Tanks Group et le Parlement européen à Bruxelles (Belgique).

LE EUROPEAN THINK TANKS GROUP : UNE VOIX DE PLUS EN PLUS ÉCOUTÉE EN POLITIQUE EXTÉRIEURE ET EN POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE L'UE

L'UE pèse d'un poids considérable dans la coopération mondiale, étant à la fois le premier bloc commercial au monde et le premier contributeur de l'aide au développement. Il y va d'ailleurs également de son propre intérêt – car s'attaquer de front aux questions globales s'avère indispensable pour assurer stabilité et croissance économique à l'intérieur des frontières de l'Union. Ceci dit, ses institutions et ses États membres ne peuvent honorer seuls leurs engagements, leurs défis et leurs partenariats à l'échelle mondiale : leurs politiques et leurs actions doivent pouvoir s'appuyer sur de solides recherches et des conseils éclairés – et c'est précisément là que les groupes de réflexion entrent en jeu.

Le European Think Tanks Group a été fondé en 2010. Les groupes de réflexion qui le constituent – respectivement situés dans des États membres différents de l'UE – espèrent que leurs efforts conjugués feront en sorte que leur voix se fera mieux entendre sur la scène de la politique extérieure et la politique de développement de l'Union. Le groupe est actuellement formé de l'Institut allemand de développement (DIE) à Bonn (Allemagne) ; de l'Institut de développement durable et des relations internationales (IDDRI) à Paris (France) ; de l'Institut des affaires internationales (IAI) à Rome (Italie) ; de l'Overseas Development Institute (ODI) à Londres (Royaume-Uni) ; et de l'ECDPM à Maastricht (Pays-Bas) et à Bruxelles (Belgique).

Le groupe a connu une année 2018 particulièrement productive. Nous avons publié une série d'articles et de documents sur des thèmes en rapport avec les principaux processus de l'UE, tels que le prochain budget à long terme de l'Union, le programme de développement durable à l'horizon 2030, et les relations Afrique-Europe et ACP-UE. Bon nombre de ces ressources ont abouti entre les mains de décideurs européens et dans des documents officiels de l'UE.

Nous avons également organisé de nombreux événements tout au long de l'année. Nous avons mis sur pied, avec la direction générale de la coopération internationale et du développement (DG DEVCO) de la Commission européenne, la série d'événements intitulée « Frontiers in Development Policy ». À l'occasion de l'édition 2018 des journées européennes du développement, nous avons organisé à Bruxelles notre traditionnel « petit déjeuner des agents du changement » (changemakers breakfast) en vue de débattre du prochain budget de l'UE avec des décideurs, des fonctionnaires de l'UE, des chercheurs et des représentants d'ONG. Nos efforts conjoints ont eu pour apothéose cette année deux jours de conférence à Bruxelles consacrés à l'innovation et au développement et à l'avenir de la coopération internationale de l'UE. La première journée a été marquée par le grand succès du débat public co-organisé avec le Parlement européen et rehaussé de la présence de Bill Gates et de Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères. Résultat : un resserrement des relations avec la Fondation Bill & Melinda Gates et le Service européen pour l'action extérieure.

En 2019, le groupe poursuivra la réalisation d'études et l'organisation d'événements autour de ses trois thèmes principaux. Une large part du travail gravitera autour de la nouvelle Commission européenne et du nouveau Parlement qui prendront leurs fonctions dans l'année. ■

Pour en savoir plus à propos du European Think Tanks Group, n'hésitez pas à consulter le site ettg.eu ou à prendre contact avec Giulia Maci ou Geert Laporte via ecdpm.org/people.





Participants à un atelier de trois jours sur le thème de la cohérence des politiques, organisé par l'ECDPM, le DIE et Southern Voice à Maastricht (Pays-Bas).

►► Si des partenariats s'avèrent indispensables pour relever les défis mondiaux, des politiques cohérentes le sont tout autant. Toutes les nations doivent concrétiser les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 – et seule une harmonisation des politiques dans différents domaines permettra d'y parvenir. C'est la raison pour laquelle l'objectif 17 réclame une cohérence des politiques au service d'un développement durable. Il est impératif que toutes les politiques prennent en compte leurs répercussions positives et négatives réciproques : il convient par exemple que la politique commerciale et la politique climatique évitent de se nuire mutuellement mais renforcent au contraire leur effet combiné.



UNE PLUS GRANDE HARMONIE DES POLITIQUES POUR MIEUX RÉPONDRE AUX GRANDS ENJEUX MONDIAUX

L'idée qui sous-tend la cohérence des politiques pour un développement durable n'est pas neuve. Cela fait plus de vingt ans que les décideurs européens parlent de cohérence des politiques au service du développement, laquelle a même une base juridique avec l'article 208 du traité sur le fonctionnement de l'UE. La différence réside dans le fait que l'ODD 17 place la cohérence des politiques sur la carte mondiale

et élargit le concept initial, qui visait le développement, à toutes les politiques dans tous les domaines. Nous en sommes cependant encore loin. La cohérence des politiques est une question politique ; les avancées sont difficiles à mesurer ; et peu d'éléments probants nous permettent de quantifier à quel point des politiques sont cohérentes.

L'ECDPM s'intéresse de près à la cohérence des politiques depuis plus de vingt ans. Nous avons œuvré à une sensibilisation et à un approfondissement des connaissances en la matière, et nous avons organisé des réunions et des sessions de formation à l'intention des décideurs et en concertation avec eux. Nous avons rassemblé en 2018 le fruit de ces années de travail dans un dossier en ligne. Nous l'avons présenté en Espagne lors d'une réunion d'experts au CIDOB, et certains de nos documents ont servi de matériel didactique pour le cours en ligne sur la cohérence des politiques pour un développement durable dirigé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). De même, nos travaux relatifs à l'économie politique de la cohérence des politiques a alimenté un rapport-phare de l'OCDE à ce sujet.

Nous avons créé en ligne, il y a trois ans, une communauté de pratique sur la cohérence des politiques qui rassemble des décideurs de différents pays européens, la Commission européenne et l'OCDE. En 2018, nous avons organisé nos 7^e et 8^e ateliers pour le groupe. Deux autres événements sont prévus en 2019 pour répondre à une demande permanente. Des membres de la communauté ont utilisé la plateforme pour formuler une réponse commune aux recommandations les plus récentes de l'OCDE concernant la cohérence des politiques pour le développement durable.

Nous avons également amorcé un projet en collaboration avec Southern Voice (réseau de groupes de réflexion d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine) et l'Institut allemand de développement (DIE). Nous unissons nos efforts pour rassembler des éléments probants concernant ce qui sensibilise les décideurs à la cohérence des politiques au service du développement durable, et la manière dont ils l'appliquent dans différents domaines et pays. Le projet a été inauguré par un atelier de deux jours à Maastricht et un débat public à Bruxelles. Nous publierons en 2019 notre premier document méthodologique en préparation de nos futures études de cas. ■

Pour en savoir plus à propos de notre action en matière de cohérence des politiques, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/policycoherence de notre site ou à prendre contact avec James Mackie, Fabien Tondel, Eunike Spierings ou Martin Ronceray via ecdpm.org/people.



►► Lorsque des pays décident de poursuivre leurs propres objectifs, il s'avère plus ambitieux encore de parvenir à des solutions communes et des politiques cohérentes. Tout au long de 2018, le monde a suivi les négociations du Brexit en retenant son souffle. Car le Brexit ne cause pas seulement beaucoup d'incertitude quant à l'avenir des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne : il soulève aussi de nombreuses questions parmi les partenaires internationaux de l'UE et du R-U. Quel sera l'impact de leur divorce sur la coopération internationale ?



Marche anti-Brexit organisée par The People's Vote. Photo de Ted Meister via Flickr.com.

BREXIT ET COOPÉRATION INTERNATIONALE : QUELLE INCIDENCE AU-DELÀ DU R-U ET DE L'UE ?

Le Brexit touche tous les domaines. Souvent présenté comme une affaire regardant uniquement le R-U et l'UE, il s'agit en réalité d'un processus qui a des ramifications beaucoup plus larges. Certaines de celles-ci peuvent d'ores et déjà être observées un peu partout dans le monde, et l'impact du Brexit sera ressenti bien au-delà des frontières de l'Europe. L'année 2018 n'a cependant guère apporté d'éclaircissement majeur quant à la signification du Brexit pour l'UE et le R-U, sans parler de son incidence sur le développement, le commerce et la coopération internationale.

Aussi avons-nous décidé de consacrer du temps et des ressources à ces discussions, et notre implication a consisté à élaborer des scénarios possibles dans l'espoir qu'ils puissent offrir des outils pertinents aux décideurs d'Europe et d'ailleurs. Un numéro spécial de notre revue *Great Insights* entièrement consacré au Brexit et à la coopération internationale a rassemblé les avis de toute une série d'experts internationaux. Nous avons également rédigé un document et plusieurs articles sur le même sujet, notamment à l'intention plus particulière de lectorats africains dans *Jeune Afrique* et *International Trade Forum*. Ils ont suscité le plus vif intérêt.

Nous avons organisé plusieurs événements autour de ce thème. On peut citer ici la réunion informelle qui a réuni des participants appartenant au groupe de travail de l'UE sur la coopération au développement, à l'équipe de conseillers de Michel Barnier et à la représentation du R-U auprès de l'UE, ainsi que des coordinateurs du Brexit appartenant à divers États membres et d'autres experts d'Afrique et d'Europe. Plus tard dans l'année, nous avons co-organisé avec le Dublin City University Brexit Institute un événement auquel ont pris part le ministre irlandais en charge du développement international et le président de la commission « Développement » du Parlement européen. Ce fut le premier événement public à présenter différents points de vue politiques sur la coopération au développement et le Brexit.

Enfin, nous avons soumis à la Chambre des Lords du Royaume-Uni des avis écrits sur l'avenir de la future collaboration entre le R-U et l'UE en matière de coopération au développement, lesquels ont été publiés sur son site web.

Nous poursuivrons durant les prochaines années la réalisation d'analyses destinées à faciliter le dialogue concernant l'incidence du Brexit sur la coopération au développement et le commerce, et ses implications pour l'Afrique. Dans le même esprit qu'en 2018, nous nous intéresserons à ce thème sous un angle non partisan et favoriserons le dialogue entre les différentes parties aux négociations en mettant toutes les options possibles sur la table. ■

Pour en savoir plus à propos de notre travail concernant le Brexit, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/brexit de notre site ou à prendre contact avec Andrew Sherriff ou San Bilal via ecdpm.org/people.





Paysage urbain d'Accra (Ghana).

►► L'UE va perdre, une fois le Brexit accompli, un ardent défenseur et une source majeure de ressources en matière de coopération avec des partenaires internationaux. Parmi ceux-ci figurent des pays à revenu moyen, groupe qui revêt une importance croissante pour l'UE car, même s'il doit encore relever une série de défis en termes de développement, ses membres sont des alliés potentiels dans le cadre d'agendas politiques régionaux et mondiaux de premier plan.



L'AVENIR DE LA COOPÉRATION DE L'UE AVEC LES PAYS À REVENU MOYEN

Les pays à revenu moyen, comprenant des nations aussi diverses que le Kenya, la Chine et le Brésil, peuvent être des alliés de l'UE dans le cadre d'importants agendas régionaux et mondiaux tels que les migrations et la lutte contre le changement climatique. Leur rôle s'intensifie sur la scène mondiale mais ils ont encore leurs propres problèmes à gérer (pauvreté et fortes inégalités notamment). Compte tenu à la fois du potentiel que ces nations

offrent et des défis qu'elles doivent relever, quelle serait la meilleure façon pour l'UE de s'engager auprès d'elles ?

Nous avons publié en 2018 deux rapports consacrés à la coopération de l'UE avec des pays à revenu moyen. Le premier propose un aperçu de l'engagement de l'UE auprès de ces pays comme auprès de pays en développement plus avancés. Le second se concentre sur la collaboration dans la lutte contre le changement climatique. Soucieux de toucher un large public au sein des pays à revenu moyen partenaires de l'UE, nous avons traduit le résumé du premier rapport en quatre langues et l'avons présenté à diverses ambassades à Bruxelles.

Nous avons également créé un outil en ligne qui donne un aperçu complet de nos études sur ce thème, y compris un éventail de ressources multimédias telles que des vidéos et infographiques. Nombreux sont ceux, notamment parmi des représentants des institutions de l'UE, qui lui ont réservé un accueil très favorable. Notre activité dans ce domaine s'exerce en lien avec les débats actuels à propos des pays à revenu moyen, les négociations sur le prochain budget à long terme de l'UE et la poursuite d'approches davantage stratégiques de la programmation des ressources internationales de l'UE.

La présidence bulgare de l'UE nous a invités à présenter nos travaux au groupe de travail sur le développement du Conseil européen, et ils ont été largement diffusés via le bulletin d'information interne de l'UE. Nous avons organisé un séminaire pour examiner les conclusions de notre rapport avec des représentants de la Commission européenne, de pays partenaires et de la société civile. Nos travaux ont également figuré dans l'examen par les pairs du CAD-OCDE consacré à l'Union européenne. Hors d'Europe, nous avons participé à la conférence UE-Inde sur le développement, ce qui nous a donné l'occasion de faire connaître nos travaux à une nouvelle audience et d'en recueillir les commentaires.

Nous allons poursuivre l'étude de la relation entre l'UE et les pays à moyen revenu et les pays en développement plus avancés. Nous prévoyons de nous pencher, en 2019, sur la manière dont les pays africains à revenu moyen et l'UE collaborent en matière de recherche et d'innovation. Nous comptons également entreprendre un exercice exploratoire destiné à rassembler les points de vue d'acteurs africains sur cette collaboration, et examiner les programmes européens dans le domaine de la recherche et de l'innovation, y compris dans le contexte des négociations sur le prochain budget à long terme de l'UE et de la programmation de l'aide pour la période 2021-2027. ■

Pour en savoir plus à propos de notre travail concernant les pays à revenu moyen, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/eumic de notre site ou à prendre contact avec Mariella Di Ciommo et Sanne Thijssen via ecdpm.org/people.



►► Les pays d'Afrique du Nord appartiennent presque tous au groupe des pays à revenu moyen auprès duquel l'UE cherche à s'engager davantage. Mais le partenariat de l'UE avec l'Afrique du Nord est particulier dans la mesure où l'histoire et la géographie ont tissé des liens étroits entre celle-ci et l'Europe.



Des collègues, consultants associés et consultants externes travaillent sur un projet de l'ECDPM à Tunis (Tunisie).

COMMENT ÉVOLUE LE PARTENARIAT ENTRE L'AFRIQUE DU NORD ET L'EUROPE ?

La vague révolutionnaire qui a balayé la plupart des pays d'Afrique du Nord lors du « printemps arabe » de 2010 et 2011 a marqué le début d'une période de changement et d'incertitude dans la région. Car si plusieurs pays nord-africains connaissent une phase de transition sans doute réussie, d'autres restent instables et aux prises avec des divergences politiques, idéologiques et socioéconomiques profondément ancrées.

Plus récemment, une vague grandissante de migration a fait de l'Afrique du Nord une porte d'entrée vers l'Europe pour les réfugiés et les migrants, et a considérablement modifié le paysage sociopolitique de la région. Dans le même temps, l'Europe a une série de défis majeurs à relever sur son propre territoire où l'environnement politique s'est trouvé rapidement transformé suite aux attaques terroristes, au phénomène migratoire, à la montée des partis politiques populistes et nationalistes et au Brexit.

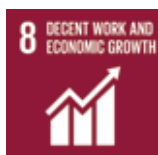
Ces différents facteurs ont inévitablement affecté les relations entre l'Europe et l'Afrique du Nord. Les deux parties se sont efforcées de traduire ces répercussions en un ensemble cohérent de politiques et d'accords de partenariat. Un meilleur partenariat exige que les acteurs comprennent mieux leur histoire et leur dynamique sociale respectives ainsi que leurs intérêts politiques et économiques.

Comme en 2017, c'est principalement sur la problématique de la migration que nous avons concentré notre travail relatif à ces deux régions, au cours de l'année 2018. Nous nous sommes notamment intéressés à la réaction africaine, européenne et internationale conjointe à la crise migratoire en Libye, ainsi qu'à la coopération entre l'UE et la Tunisie à cet égard. Nous avons été interviewés sur ce thème tout au long de l'année par plusieurs médias parmi lesquels *The New Arab*, *Jeune Afrique*, *Arab News* et *Al Jazeera*.

En 2018, nous avons consacré le numéro d'automne de notre revue *Great Insights* à l'Afrique du Nord en cherchant à déterminer ce qui subsiste des soulèvements populaires qui ont ébranlé cette région il y a huit ans. Des experts d'Afrique du Nord et d'Europe ont échangé leurs réflexions sur toute une série de sujets brûlants. Nous nous sommes également penchés sur l'intégration de l'Afrique du Nord dans le reste du continent africain, et avons jeté les bases de deux documents qui analyseront l'influence que peut avoir le rapprochement de l'Afrique du Nord à la fois avec l'Europe et avec le reste du continent sur les relations Afrique-Europe de façon plus générale. Ces deux documents ont été publiés début 2019.

Enfin, nous avons inauguré un projet consacré à l'économie politique du climat d'affaires et des réformes de la gouvernance en Tunisie. Ce projet s'inscrit dans un programme de deux ans qui associe des formations à l'économie politique pour le personnel de la délégation de l'UE à Tunis à des travaux de recherche et de programmation. ■

Pour en savoir plus à propos de notre travail concernant l'évolution des relations entre l'Europe et l'Afrique du Nord, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/eunorthafrica de notre site ou à prendre contact avec Jean Bossuyt ou Lidet Tadesse via ecdpm.org/people.



Réfugiés au Tchad. Photo de Dominique Catton, Union européenne, via Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes sur Flickr.com.



►► La migration reste une priorité à l'agenda politique de l'Europe, de l'Afrique du Nord et du reste du continent africain. En Europe, le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique est l'un des principaux instruments financiers au moyen desquels l'UE aide ses partenaires africains à gérer les migrations et les déplacements. Ce Fonds s'engage à gérer aussi l'inégalité entre les hommes et les femmes. Mais qu'en est-il réellement sur le terrain ?

PLEINS FEUX SUR LA QUESTION DU GENRE ET DE LA MIGRATION : ANALYSE DU FONDS FIDUCIAIRE D'URGENCE DE L'UE POUR L'AFRIQUE

L'UE a affirmé son engagement de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes ainsi que l'émancipation des femmes et des filles. Elle a mis en place, en vue de concrétiser cette ambition dans ses relations extérieures, son plan d'action sur l'égalité des sexes 2016-2020. Nous nous sommes intéressés de plus près en 2018, à savoir à mi-parcours de la mission de ce plan, à la question du genre dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique – l'instrument via lequel l'UE travaille avec ses partenaires africains sur les questions de migration.

Prenant le plan d'action comme point de départ, nous avons analysé de quelle manière – et avec quelle efficacité – les programmes financés par le Fonds fiduciaire contribuent réellement à promouvoir l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes. Nous avons collaboré avec une série de praticiens au moyen d'interviews en amont de la publication de notre étude, et avons présenté par la suite nos conclusions à l'unité en charge de l'égalité des sexes au sein de la direction générale de la coopération internationale et de la politique de développement de la Commission européenne (DG DEVCO) et à plusieurs

praticiens appartenant aux agences allemande et suédoise de développement, entre autres.

Notre étude met en lumière un certain nombre de revers et de succès, et formule des suggestions à propos des améliorations possibles pour l'avenir. Nous prévoyons la poursuite de nos travaux dans ce domaine en 2019. Notre intention est de suivre la mise en œuvre du plan d'action sur l'égalité des sexes et, le cas échéant, l'élaboration d'un nouveau plan après 2020.

Nous garderons aussi un œil sur la manière dont des approches sensibles au genre sont intégrées dans la gouvernance des migrations en Europe et en Afrique, y compris dans la mise en œuvre des deux pactes mondiaux des Nations unies pour les migrations et pour les réfugiés. ■

Pour en savoir plus à propos de cette étude ou nous faire part de certaines idées, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/gendermigration de notre site ou à prendre contact avec Anna Knoll ou Noemi Cascone via ecdpm.org/people.



►► **L'Europe n'est pas la seule à intensifier ses efforts en faveur d'une plus grande égalité hommes-femmes dans ses politiques, instruments et processus : l'Afrique fait de même. L'UA, par exemple, veut intensifier la participation des femmes aux activités de médiation. Mais des études montrent que les femmes peinent encore toujours à trouver une place à la table des discussions, et plus encore à diriger celles-ci lorsqu'il est question de médiation et de prévention des conflits.**

LE RÔLE DES FEMMES DANS LA PRÉVENTION DES CONFLITS ET LA MÉDIATION

Étant donné que des processus non inclusifs ont moins de chances d'aboutir, la représentation des femmes en matière de médiation s'avère déterminante pour améliorer la paix sur le continent africain. Les femmes peuvent assumer un rôle essentiel avant, pendant et après les conflits. L'UA et des organisations régionales d'Afrique en sont conscientes et ont accompli des avancées majeures en termes de renforcement de la participation féminine à la médiation et à la prévention des conflits. Cette volonté s'est notamment concrétisée par la création d'un réseau de médiatrices africaines : FEMWISE-Africa. Mais on est encore loin d'une approche inclusive et participative.

En 2018, nous avons étudié de manière plus approfondie l'architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) et l'architecture africaine de la gouvernance (AAG), en réservant une attention toute particulière aux pistes qu'elles offrent pour la promotion du rôle des femmes dans les processus de médiation et l'observation électorale en Afrique. Nous appuyant sur le travail réalisé au cours des quelques dernières années à propos de l'AAPS et de l'AAG, nous avons analysé la participation des femmes à la diplomatie à haut niveau, à la médiation des conflits et aux missions d'observation

électorale – en particulier dans les pays où le risque de violences électorales est élevé. Nous avons uni nos efforts à ceux de l'Institute for Peace and Security Studies (IPSS), où nous avons présenté nos conclusions devant une audience comprenant des membres du personnel de l'UA, des experts et d'autres décideurs basés à Addis-Abeba.

Les résultats de nos travaux montrent que des efforts doivent encore être consentis avant de parvenir à davantage d'inclusion des femmes dans les processus de médiation. En 2019, nous examinerons de quelle manière l'UE a soutenu l'agenda portant sur les femmes, la paix et la sécurité en Afrique. Nous nous pencherons sur la mise en œuvre, tant en Europe qu'en Afrique, de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies consacrée aux femmes, à la paix et à la sécurité. Nous continuerons également de suivre l'engagement européen et africain à l'égard de l'inclusion des femmes dans les processus de médiation et de prévention des conflits, dans l'espoir que nos analyses contribuent utilement aux débats en cours. ■

Pour en savoir davantage à propos de notre étude sur les femmes dans la prévention des conflits et la médiation, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/womenmediation de notre site ou à prendre contact avec Sophie Desmidt ou Philomena Apiko via ecdpm.org/people.



Femme enceinte à Kampala (Ouganda). Photo d'Edward Echwalu, UE/ECHO, via Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes sur Flickr.com.





Commerçants au Darfour-Occidental. Photo d'Albert González Farran (MINUAD) via Flickr.com.

INTÉGRATION RÉGIONALE : LA CAPACITÉ DE L'AFRIQUE À TRAVAILLER ENSEMBLE

Une fois sa mise en œuvre parachevée, la zone de libre-échange continentale pour l'Afrique pourrait stimuler les échanges commerciaux intra-africains et la compétitivité industrielle sur l'ensemble du continent. Mais il reste, en dépit de premiers jalons prometteurs, un long chemin à parcourir avant la mise en place d'un véritable marché continental. Comme peuvent le confirmer les diverses communautés économiques régionales de l'UA, les antécédents que constituent plusieurs accords commerciaux conclus dans le passé montrent que les pays africains n'en appliquent pas toujours intégralement les clauses.

Cette situation, qui découle principalement de l'existence de dynamiques nationales et d'un manque de responsabilisation, fait que le commerce régional reste entravé par des droits de douane élevés et par de multiples barrières non tarifaires.

Nous nous intéressons depuis plusieurs années aux freins et aux moteurs de l'intégration en Afrique. Le dernier projet en date de l'ECDPM consacré à la dynamique de l'économie politique des organisations régionales d'Afrique (PEDRO), mené avec le soutien du ministère allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), fait un tour d'horizon exhaustif des 17 principales organisations régionales d'Afrique. Fin 2017, nous avons initié une série de 31 études couvrant une large gamme de secteurs et de thèmes allant de la gouvernance à la

►► Encore présentes sur l'ensemble du continent africain, les questions de paix et de sécurité sont restées prioritaires à l'agenda de l'UA en 2018. Il en va de même de la question de la zone de libre-échange continentale. La signature de l'accord par la plupart des États membres a fait de 2018 une étape majeure sur la voie de l'intégration régionale africaine.



migration, la paix et la sécurité, l'emploi des jeunes, le commerce, l'industrialisation et la sécurité alimentaire.

Nous avons achevé ce projet en 2018 avec dix publications supplémentaires parues en fin d'année ou début 2019. Cinq documents thématiques ont été respectivement consacrés à la dynamique des politiques autour des réseaux électriques régionaux (pools énergétiques), à l'industrialisation régionale, aux organisations des bassins fluviaux, à la jeunesse, et aux opérations de maintien de la paix et de la sécurité. Quatre autres études publiées début 2019 proposent des analyses plus poussées des chaînes de valeur régionales en Afrique de l'ouest, de la zone de libre-échange continentale, du processus de réforme de l'UA et de la gouvernance des eaux transfrontalières. Le rapport de

synthèse final propose un aperçu complet des conclusions de ce projet de deux ans. Ces problématiques régionales resteront nos principaux axes de travail en 2019. ■

Pour en savoir davantage à propos de notre travail concernant la dynamique de l'économie politique des organisations régionales en Afrique, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/pedro de notre site ou à prendre contact avec Bruce Byiers ou Jan Vanheukelom via ecdpm.org/people.



►► Les flux financiers illicites sont une autre problématique que l'UA doit gérer et que les pays africains devraient s'efforcer de résoudre conjointement. En 2018, Paul Kagame, président du Rwanda et président à l'époque de l'UA, a insisté sur la nécessité pour l'Afrique de participer aux discussions internationales sur la lutte contre les flux financiers illicites, faisant valoir que le continent y perd des milliards.



Marché à Bamako (Mali).

L'AFRIQUE ET L'EUROPE EN LUTTE CONTRE LES FLUX FINANCIERS ILLICITES

Les flux financiers illicites occupent depuis vingt ans une place grandissante dans les débats sur la fiscalité internationale et le développement. La perte majeure de ressources ainsi causée en termes d'usage public est aujourd'hui une préoccupation urgente généralisée, notamment du fait qu'elle entrave la réalisation des objectifs de développement durable. Des acteurs africains et européens étudient comment collaborer dans la lutte contre ce phénomène en recherchant des solutions cohérentes à l'échelon mondial.

En 2018, nous avons analysé l'évolution des politiques élaborées dans ce domaine, tant au niveau international qu'au niveau régional en Afrique et en Europe. Nous avons fait un état des lieux des approches adoptées par le passé en Europe et en Afrique pour lutter contre les flux financiers illicites, et proposé une série de recommandations sur la manière dont les deux continents pourraient résoudre ce problème.

En dépit de l'importance prise par le phénomène sur la scène internationale, nos recherches ne nous ont pas permis de trouver de définition unanime de ce que désignent les flux financiers illicites. Or définir le sens que nous y donnons est une première démarche importante car elle va influencer la manière dont nous en parlons, leur qualification légale, les données disponibles pour mieux comprendre le phénomène et, en définitive, le résultat de nos efforts pour éradiquer le problème. Notre étude s'attache dès lors à cartographier les différents types de flux financiers illicites et à partager des recommandations visant à davantage de cohérence des politiques en la matière.

Nous avons fait connaître nos travaux en Afrique en présentant l'étude à la conférence annuelle du Réseau pour la justice fiscale, qui s'est tenue au Kenya, et en communiquant nos conclusions à l'Initiative fiscale d'Addis ; nous avons également présenté nos conclusions à plusieurs occasions en Europe, et notamment en France, en Autriche et au Monténégro.

La recherche de solutions pour lutter contre les flux financiers illicites n'est pas terminée ; aussi poursuivrons-nous également nos travaux dans ce domaine en 2019. Nous nous attacherons plus particulièrement à la manière dont certaines nations africaines font face au phénomène dans une perspective de mobilisation accrue de ressources nationales. La Tanzanie fournit un bon exemple à cet égard.■

Pour en savoir davantage à propos de notre travail concernant les flux financiers illicites, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/illicitfinancialflows de notre site ou à prendre contact avec Luckystar Miyandazi ou Martin Ronceray via ecdpm.org/people.



►► Dans son appel à combattre les flux financiers illicites, Paul Kagame a également insisté sur la nécessité pour l'Afrique d'être moins dépendante de la bonne volonté d'autrui. L'Europe, premier donateur d'aide à l'Afrique, s'est engagée cette année envers un partenariat renouvelé entre les deux continents : un partenariat plus égalitaire qui, axé davantage sur les investissements que sur l'aide, vienne compléter les initiatives et institutions de l'Afrique elle-même.



San Bilal (ECDPM) anime une table ronde consacrée aux relations économiques entre l'Afrique et l'UE, organisée à Bruxelles (Belgique) par la Fondation Hanns Seidel.

EUROPE-AFRIQUE: UN PARTENARIAT POUR DES INVESTISSEMENTS ET DES EMPLOIS DURABLES

En incluant dans son discours sur l'état de l'Union 2018 la nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe pour des investissements et des emplois durables, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a adressé un signal fort quant au désir de l'Europe d'un partenariat nouveau avec l'Afrique. La volonté de transformer la relation donateur-bénéficiaire actuelle en un partenariat équilibré fondé sur les propres dynamiques, initiatives et institutions africaines est un engagement attendu de longue date par de nombreux partenaires africains.

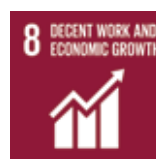
La nouvelle alliance a pour objectif principal de soutenir la transformation structurelle et de créer jusqu'à dix millions d'emplois sur la terre africaine. La réalisation de cet objectif s'appuiera sur une stimulation des investissements privés et sur un climat plus favorable aux investissements. Le Plan d'investissement extérieur de l'UE, qui mobilise des ressources via le Fonds européen pour le développement durable, est le principal instrument dont dispose l'Europe à cette fin. Une fois établi le prochain budget à long terme de l'Union, le Fonds européen pour le développement durable devrait être renforcé et offrir un système ouvert de garanties allant jusqu'à 60 milliards d'euros et couvrant tous les pays en développement.

Reste à voir cependant si, étant donné son origine européenne, la mise en œuvre intégrale des mécanismes relevant de l'Alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables aboutira à un véritable partenariat avec l'Afrique.

En 2018, l'ECDPM a étayé et animé le débat plus largement consacré aux instruments de financement du développement. Au travers de deux documents, nous avons démêlé les tenants et aboutissants du Plan d'investissement extérieur et mis en lumière certains des défis à relever pour qu'il change réellement la donne en faveur d'un développement durable. Le numéro de printemps de notre revue *Great Insights* s'est penché sur les enjeux du financement du développement envisagés sous différents angles.

Nous avons participé en 2018 à plusieurs tables rondes et réunions en vue d'aider à façonner le discours politique. L'année 2019 sera déterminante pour l'élaboration du prochain budget à long terme de l'Union et le remaniement de l'architecture financière de l'UE relative à l'investissement extérieur. Nous continuerons de suivre de près ce processus et la manière dont il est – ou pourrait être – ancré dans des initiatives en Afrique. ■

Pour en savoir davantage à propos de notre travail ou nous faire part de certaines idées, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/financeinvestment ou à prendre contact avec San Bilal via ecdpm.org/people.





Classe de confection au Youth Education Package Center dans le camp de réfugiés de Hitsats (région du Tigray en Éthiopie).

►► Les investissements peuvent stimuler la croissance économique et la création d'emplois mais, hélas, tout le monde n'en bénéficie pas de la même façon. Une conduite responsable des entreprises peut mettre fin à des conditions de travail exécrables et à la pollution de l'environnement, et générer ainsi des sociétés et des économies davantage prospères, inclusives et durables.



PROMOUVOIR DES PRATIQUES COMMERCIALES ÉCOLOGIQUEMENT DURABLES

Le secteur privé est un acteur clé du développement durable en raison de sa contribution positive possible au progrès économique, environnemental et social. Dans le même temps toutefois, faute d'agir de manière responsable, les entreprises risquent – au travers de leur propre activité ou de chaînes d'approvisionnement – de

PRATIQUES COMMERCIALES ÉCOLOGIQUEMENT DURABLES

contribuer à des violations des droits humains, à de mauvaises conditions de travail et à des impacts négatifs sur l'environnement.

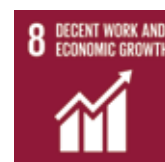
L'UE a instauré une série d'instruments et de mesures destinées à promouvoir une conduite responsable parmi les entreprises européennes exerçant leur activité dans des chaînes d'approvisionnement mondiales. Le but est d'encourager les contributions positives et de minimiser les incidences négatives en Afrique et au-delà. Plusieurs politiques ont été adoptées ces dernières années : la directive sur le rapport non financier, qui exige des grandes entreprises qu'elles divulguent des informations sur la dimension sociale et environnementale de leur activité ; les directives relatives à la passation des marchés publics, qui élargissent la possibilité d'incorporer des préoccupations de durabilité ; et le règlement relatif aux minerais provenant de zones de conflit, qui requiert des importateurs d'étain, de tantale, de tungstène et d'or en provenance de zones en situation de conflit ou à haut risque, qu'ils procèdent à partir de 2021 à un contrôle diligent de leurs chaînes d'approvisionnement.

Ces interventions à l'échelon de l'UE ont été complétées de mesures prises par des États membres de l'UE. Différents modèles de diligence raisonnable juridiquement contraignante sont progressivement mis en place au niveau national, tel le Modern Slavery Act au Royaume-Uni et la loi de la vigilance en France. D'autres pays ont opté pour des mesures volontaires, telles les initiatives sectorielles multipartites en vigueur aux Pays-Bas.

Nous avons contribué en 2018 à l'étude permanente des moyens de promouvoir des pratiques commerciales responsables. Nous avons examiné en particulier l'accord néerlandais sur les vêtements et textiles durables, et l'accord allemand sur les textiles durables. Le numéro de printemps de notre revue *Great Insights* a demandé par ailleurs à divers experts de faire un bilan plus large des défis et approches de la durabilité dans le développement du secteur privé.

Nous avons contribué aux réflexions et avancées sur ce thème en co-organisant, en prenant la parole et en participant à plusieurs événements réunissant des représentants du secteur public et privé, de la société civile et d'instituts de la connaissance. Nous poursuivons en 2019 la mise à disposition d'analyses fondées sur des éléments factuels et le dialogue concernant les approches destinées à promouvoir des pratiques responsables de la part des entreprises. ■

Pour en savoir davantage à propos de notre travail concernant les pratiques commerciales durables, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/responsiblebusiness de notre site ou à prendre contact avec Jeske van Seters, Poorva Karkare ou Nadia Ashraf via ecdpm.org/people.



►► L'agriculture à petite échelle est la source principale de denrées alimentaires en Afrique. Les régimes dominés par des cultures de base étant souvent inadéquats sur le plan nutritionnel, une plus grande diversification de l'agriculture s'impose pour assurer une alimentation plus saine et des environnements agricoles davantage résilients offrant des avantages économiques, sociaux et écologiques aux producteurs comme aux consommateurs.



Naomi Lembris Meigaru cueille le sukuma dans la zone périurbaine d'Arusha (Tanzanie).

LÉGUMES INDIGÈNES : LES TRÉSORS OUBLIÉS DE L'AFRIQUE

Les systèmes alimentaires devraient offrir à tous des denrées fraîches, nourrissantes et financièrement abordables. Outre le profit, ils devraient prendre en compte les besoins de la population et de la planète – et l'une des réponses se trouve dans la diversification des aliments produits et consommés localement. Le soutien à des légumes indigènes cultivés depuis des siècles en petites quantités mais généralement « négligés » par les décideurs et les chercheurs, apparaît comme une piste particulièrement prometteuse. La forte teneur en protéines, vitamines et autres micronutriments d'espèces telles la plante-araignée, légume vert à feuilles également appelé « chou africain », en font un précieux apport à un régime alimentaire équilibré. Outre le fait qu'ils sont hautement nutritifs, certains légumes indigènes sont également extraordinairement résistants à la sécheresse, ce qui accroît leur résilience aux effets du changement climatique.

Afin de démontrer les avantages de ces espèces négligées, nous dirigeons un consortium de recherche pluridisciplinaire dans le cadre du projet SASS (stratégies pour des systèmes alimentaires durables), financé par le gouvernement italien. Nous procédons, en collaboration avec quatre universités italiennes et des partenaires locaux, à une cartographie et une analyse des systèmes alimentaires locaux dans trois régions du Kenya et de Tanzanie. Nous avons organisé en 2018, dans le cadre de la préparation des rapports de recherche finaux, trois ateliers multipartites afin de valider nos conclusions et de mettre en contact les différentes parties prenantes locales, en ce compris des agriculteurs, des entrepreneurs, des fonctionnaires, des chercheurs et des consommateurs.

Soucieux de diffuser les enseignements du travail effectué au Kenya, en Tanzanie et ailleurs, nous avons co-organisé la conférence FoodFIRST, qui a réuni des acteurs du « Dutch Diamond » (administration publique, instituts de recherche, entreprises et organisations de la société civile), des exploitants agricoles et « agripreneurs » africains ainsi que des organisations alimentaires et agricoles mondiales.

Francesco Rampa (ECDPM) est en outre devenu membre de la Task Force « Rural Africa », un groupe d'experts chargé par la Commission européenne de formuler des recommandations pour le renforcement du partenariat de l'Europe avec l'industrie agroalimentaire africaine. Sa nomination va nous permettre d'enrichir directement de notre expertise les grands processus stratégiques UE-Afrique.

Nous achèverons en 2019 notre projet en matière de systèmes alimentaires durables au Kenya et en Tanzanie, et nous publierons les rapports de recherche finaux ainsi que des documentaires vidéo. ■

Pour en savoir davantage à propos de notre travail, n'hésitez pas à consulter la page ecdpm.org/sass de notre site ou prendre contact avec Francesco Rampa, Paulina Bizzotto Molina ou Hanne Knaepen via ecdpm.org/people.



Appui à l'apprentissage et à la qualité

L'unité d'appui à l'apprentissage et à la qualité de l'ECDPM (unité LQS) veille à ce que l'apprentissage et la qualité restent au cœur de toutes nos activités. Nous agissons ainsi avec davantage d'efficacité en optimisant notre valeur ajoutée. C'est l'impact de l'ensemble du travail de l'ECDPM que l'équipe ambitionne, en définitive, d'augmenter.

L'unité assume quatre responsabilités principales :

Planification et révision – L'unité LQS dirige la planification opérationnelle du Centre ainsi que l'examen périodique des progrès accomplis dans le cadre des différents processus stratégiques auxquels il participe.

Suivi, évaluation, apprentissage et rapportage – Nous renforçons les approches et systèmes du Centre en matière de suivi et de rapportage, et fournissons conseils et appuis en vue d'améliorer la qualité de notre travail et de notre apprentissage. L'apprentissage et la révision s'articulent autour de théories du changement formulées pour étayer la mise en œuvre de la stratégie 2017-2021 de l'ECDPM.

Gestion interne et externe des connaissances – Nous supervisons la gestion interne du savoir, en ce compris les processus organisationnels et les systèmes de données. Nous favorisons également l'apprentissage au sein d'une audience plus large via des communautés de pratique, la curation de contenu et des plateformes de savoir et de dialogue.

Conseils et appui aux méthodes d'analyse et problématiques transversales – Nous aidons les programmes et les partenaires de l'ECDPM à affiner leurs approches et méthodes d'analyse (analyse d'économie politique et évaluation de la cohérence des politiques au service du développement notamment). Notre unité participe également aux task forces de l'ECDPM consacrées aux questions de genre, à l'Afrique du Nord et aux relations Europe-Afrique.

NOTRE UNITÉ EN 2018

Nous avons élaboré le plan de travail de l'ECDPM pour 2019, réexaminé et actualisé nos théories du changement, et organisé des sessions consacrées à l'apprentissage au niveau des programmes. Nous avons également procédé aux préparatifs en vue de la révision à mi-parcours de la stratégie quinquennale du Centre, qui sera effectuée en 2019. Nous avons apporté par ailleurs notre assistance à une évaluation externe qui a formulé des suggestions en vue d'améliorer la gestion de notre organisation et la qualité de notre travail. Pour de plus amples informations à propos de ce processus de réexamen, voir page 47.

Nous avons continué de conseiller nos collègues en matière d'analyse d'économie politique et facilité pour 25 collègues un cours interactif de dix sessions consacré à ce thème et dirigé par des experts externes. Nous avons également poursuivi notre travail relatif à la cohérence des politiques. Pour plus d'informations à ce propos, voir page 14.

RAPPORTAGE

Nous communiquons nos données de suivi dans le respect des normes de l'initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA). Des rapports d'avancement décrivent nos activités, les lieux où elles se déroulent, leur ampleur, leurs partenaires et interlocuteurs, et leurs résultats. Les rapports couvrent, pour chacun de nos axes de travail, les budgets et dépenses, les organisations participantes et la portée géopolitique et sectorielle. En ce qui concerne les résultats, nous rédigeons des rapports à la fois sur les réalisations (outputs) et les résultats (outcomes) de chaque axe de travail.

L'IITA vise à assurer la clarté sur la manière dont les ressources de l'aide, du développement et humanitaires sont dépensées, et à en accroître l'efficacité d'utilisation pour combattre la pauvreté. Cette initiative volontaire réunit pays donateurs et pays bénéficiaires, organisations de la société civile et autres spécialistes de l'information sur l'aide.





Ce que nous avons appris cette année

L'apprentissage est un élément clé de notre nouvelle stratégie. En l'intégrant dans nos diverses activités, nous ambitionnons d'acquérir des connaissances et des pratiques plus utiles encore ; de renforcer notre efficacité organisationnelle ; de mieux étayer notre programmation stratégique ; et de réaliser nos ambitions. Les grands enseignements de cette année sont décrits ci-après en précisant les succès à notre actif et les améliorations encore possibles.

L'ENSEMBLE DU CENTRE

Les succès à notre actif – Nous avons commandité un réexamen externe de notre gestion afin de recenser les défis actuels et futurs pour notre organisation ainsi que les moyens d'en adapter la gouvernance et la gestion pour y répondre. Ce processus a abouti à une série de précieuses recommandations à propos desquelles une équipe spéciale s'attache aujourd'hui à organiser des discussions plus poussées en vue de leur mise en œuvre. Deuxièmement, nous nous sommes mis en conformité avec la nouvelle législation de l'UE relative à la protection de la vie privée en saisissant cette opportunité pour revoir nos registres de données.

Les améliorations possibles – Nous avons accompli des efforts pour intégrer la durabilité dans nos processus, mais nous

pourrions faire mieux encore à cet égard au cours des années à venir. Deuxièmement, l'intégration de l'apprentissage dans toutes les activités de l'ECDPM est un objectif ambitieux, surtout lorsque s'exerce une forte pression à produire des résultats. Nous devons trouver le moyen de réduire autant que possible le temps et les efforts que les processus d'apprentissage exigent de notre personnel.

AFFAIRES EXTÉRIEURES EUROPÉENNES

Les succès à notre actif – Nous nous positionnons désormais comme les experts de référence pour ce qui concerne le prochain budget à long terme de l'UE. Tout au long de l'année, le Parlement européen, plusieurs États membres, la Cour des comptes européenne, le Comité

économique et social européen et des organisations de la société civile nous ont invités à les informer à ce sujet.

Les améliorations possibles – Nous avons commencé d'analyser l'incidence d'une géopolitique, de politiques européennes et de politiques nationales en mutation sur la politique extérieure et de développement. Nous souhaitons étendre ce travail au cours des années à venir sans perdre de vue les conséquences pour l'Afrique.

INSTITUTIONS AFRICAINES

Les succès à notre actif – Nous avons pour ambition en 2018 d'intensifier notre travail concernant les flux financiers illicites. Nous avons donc exploré davantage cette problématique. L'analyse de la manière dont l'Afrique et l'Europe pourraient collaborer face au phénomène des flux



financiers illicites nous a fait prendre conscience d'une absence de consensus sur leur définition. Notre étude a donc eu pour première démarche essentielle de contribuer à leur donner la même signification.

Les améliorations possibles – Étant basés en Europe, nous avons tendance à envisager les choses dans une optique eurocentrique. Notre volonté est de mieux comprendre comment mettre notre travail au service de l'UA en tant qu'institution.

MIGRATION

Les succès à notre actif – Nous nous sommes effectivement bien placés dans plusieurs débats relatifs à la migration, en rapport notamment avec le prochain budget à long terme de l'UE, le pacte des NU sur les migrations et la politique migratoire dans les pays d'Afrique du Nord. Nous nous sommes également intéressés à la problématique du genre et de la migration, ce qui a facilité notre entrée en contact avec une nouvelle communauté concernée par la politique de migration. Nous avons, de façon plus générale, élargi notre réseau au-delà des acteurs du développement et de la migration, ce qui nous a permis d'étayer des débats dans d'autres secteurs touchés par le phénomène migratoire.

Les améliorations possibles – Il n'a guère été facile de suivre la rapide mutation du paysage de la politique migratoire en Europe et en Afrique avec une toute petite équipe. Nous aimerions fournir en 2019 une analyse plus approfondie des thèmes fondamentaux de l'ECDPM sous l'angle de la migration. Nous espérons également étudier plus systématiquement les processus et politiques régionaux et continentaux de l'Afrique en matière de migration, et voir de quelle manière et sur quels aspects les politiques européennes peuvent venir les compléter.

SÉCURITÉ ET RÉSILIENCE

Les succès à notre actif – Nous nous sommes bien positionnés sur le thème des femmes, de la paix et de la sécurité grâce à un travail de recherche et de sensibilisation concernant le rôle des femmes dans la médiation et la prévention des conflits. Nous avons également mené une série de projets qui nous ont permis de mieux comprendre et analyser les architectures et instruments de paix et de sécurité en Afrique.

Les améliorations possibles – Les conflits sont de plus en plus complexes et étroitement liés à des enjeux environnementaux. En 2018, nous avons

voulu, sans y parvenir encore, étudier les liens entre climat et sécurité, et l'incidence du changement climatique sur la dynamique des conflits en Afrique. Nous sommes résolus à accroître notre expertise et nos capacités à cet égard au cours des années à venir.

TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE ET AGRICOLE

Les succès à notre actif – Outre notre travail auprès de décideurs de haut niveau en Europe et en Afrique, nous nous sommes concentrés sur des interactions avec des parties prenantes locales, telles que des agriculteurs, des entrepreneurs, des fonctionnaires et des consommateurs, afin de mieux comprendre leurs préoccupations. Cette démarche a conféré à notre travail un intérêt direct supplémentaire pour les décideurs, et nous a permis d'établir un lien entre notre analyse et la pratique.

Les améliorations possibles – Nous souhaitons mieux intégrer nos différents axes de travail, et nous développons à cette fin une approche favorisant l'instauration de chaînes de valeur agroalimentaires transfrontières spécifiques en Afrique de l'Ouest et de l'Est, et basée sur des processus participatifs multipartites. ■

Communications

La communication est essentielle pour que l'ECDPM remplisse son rôle d'intermédiaire stratégique en faveur d'un dialogue éclairé sur les politiques. Nous avons pour mission de stimuler le dialogue avec les partenaires du Centre et de faire connaître notre travail et nos idées aux bonnes personnes, de la bonne façon et au bon moment. Cette démarche contribue à renforcer la compréhension et les capacités à l'égard de politiques et de pratiques davantage inclusives. Elle assied également notre légitimité et notre réputation, et accroît la confiance de nos audiences.

Notre équipe est pluridisciplinaire puisqu'elle regroupe des compétences en matière de médias sociaux, de relations avec la presse, de communication en ligne, de développement de sites web, de rédaction et d'édition, de production multimédia et de publications, de conception graphique et de curation de contenu.

NOTRE UNITÉ EN 2018

Toutes les activités réalisées en 2018 ont respecté les quatre piliers de notre stratégie de communication. Elles ont été :

cohérentes – nos recherches et communications s'inscrivent dans la stratégie globale de l'ECDPM et complètent ce qui se fait ailleurs dans le Centre ;

personnalisées – les stratégies de communication de nos différents programmes visent leurs besoins spécifiques et audiences respectives ;

intégrées – les actions de communication sont intégrées dès le début dans les processus de recherche ;

de longue haleine – les activités en matière de communication sont planifiées et analysées dans une perspective de changement de politique à moyen ou long terme.

En sus de nos activités régulières de promotion de l'ECDPM et du travail réalisé par le Centre dans son rôle d'intermédiaire et de facilitateur, nous avons organisé plusieurs événements à haut niveau avec des partenaires et élaboré un plan média et un plan de partenariat pour élargir notre rayonnement. Nous avons assuré des formations en communication aux membres de nos équipes ; créé de nouvelles pages de couverture thématiques pour nos publications ; publié un guide interne de style visuel et linguistique ; poursuivi le développement d'outils interactifs en ligne amorcé l'année dernière ; et produit notre tout premier court métrage documentaire – consacré aux systèmes alimentaires durables dans la région du lac Naivasha au Kenya.

LA NOUVELLE LÉGISLATION DE L'UE SUR LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

L'ECDPM a commencé fin 2017 à préparer sa mise en conformité avec la nouvelle législation européenne relative à la protection des données à caractère personnel, entrée en vigueur en mai 2018. Le lecteur trouvera en page 47 davantage de précisions concernant l'incidence de cette tâche sur l'ensemble de l'organisation. Nous avons conclu, en concertation avec notre conseiller juridique, que l'approche la plus judicieuse consistait dans notre situation à demander à nos abonnés et nos contacts de reconfirmer leurs abonnements – ce qui devait, en toute logique, entraîner une diminution du nombre d'abonnés et de contacts enregistrés. Les statistiques d'abonnement attestent toutefois d'un engagement en forte augmentation de la part de nos lecteurs. Notre lectorat a continué lui aussi de connaître une progression très rapide avec une moyenne de 180 nouveaux abonnés chaque mois. Le développer encore sera l'une des priorités de notre équipe en 2019. ■

L'équipe Communication de l'ECDPM filme une interview vidéo avec Lidet Tadesse.

SITE WEB



823 283 pages consultées

168 717 visiteurs

38% Europe

33% Afrique

15% Amériques

12% Asie

2% Océanie

AUDIENCES EN LIGNE ET ABONNÉS



+10,4%

8 305

followers sur Twitter



+2,6%

9 263

followers sur Facebook



2 189 abonnés à notre bulletin
d'information Weekly Compass

(après l'entrée en vigueur de la nouvelle législation de l'UE sur la protection de la vie privée ; notre lectorat augmente rapidement avec une moyenne de 180 nouveaux abonnés chaque mois)

PRÉSENCE MÉDIATIQUE



Des interviews ont été diffusées et des articles ont paru dans les médias suivants : Africa Intelligence, Al Jazeera, Al-Monitor, Canvas, CGTN, Devex, De Volkskrant, Der Spiegel Online, Deutsche Welle, EURACTIV, France 24, Jeune Afrique, Klara, NOS, OmVärld, Sahel Standard, The East African, The New Arab, Tunisie Focus et ZDF – entre autres.

PUBLICATIONS ET PRODUITS MULTIMÉDIA



45

publications



17 994

téléchargements
de publications
et revues



34

blogs



nos blogs
ont été lus

65 334

fois en ligne



4 numéros de notre
revue *Great Insights*



les articles de notre revue
Great Insights ont été lus

206 050

fois en ligne



18 vidéos



nos vidéos YouTube
ont été visionnées

20 500 fois



60 infographies

Finances

L'année 2018 a été une période de transition pour l'ECDPM. Il est en effet apparu au début de cette deuxième année de notre stratégie quinquennale qu'après plusieurs années de croissance soutenue, l'heure était sans doute venue d'envisager certains changements au niveau de l'organisation et de la gestion du Centre afin d'en affermir la position pour l'avenir. En accord avec la direction, le conseil d'administration a donc décidé d'investir dans un réexamen externe de notre gestion. Le rapport final recense les défis actuels et futurs à relever par l'organisation et jette les bases d'un solide processus de changement interne à effectuer au cours des prochaines années. Dans le même ordre d'idée, nous avons investi dans une analyse externe pour poser les fondations d'une stratégie en matière de diversité et d'inclusion.

En milieu d'année, notre directeur, en fonction depuis trois ans et demi, a démissionné pour raison de santé. Une procédure de recrutement a été lancée en vue de son remplacement et une nouvelle nomination a eu lieu en fin d'année avec entrée en fonction à la mi-janvier 2019. Un membre de la haute direction a assuré entre-temps le rôle de directeur faisant fonction.

Nous avons recruté plusieurs experts cette année mais n'avons pas immédiatement pourvu tous les postes vacants, afin de pouvoir repenser nos priorités. Le nombre de nos effectifs n'a dès lors augmenté que légèrement en 2018.

Notre base de financement institutionnel, qui nous permet d'anticiper les grands débats stratégiques et de conserver notre indépendance dans des contextes parfois hautement politisés ou polarisés, est restée solide en 2018. Nous sommes très reconnaissants à

nos partenaires institutionnels de longue date, et en particulier au ministère néerlandais des affaires étrangères, de leurs indéfectibles soutien et confiance. Une série de contrats pluriannuels de financement institutionnel ont été fructueusement renouvelés en cours d'année, ce qui a permis à notre financement institutionnel de continuer à augmenter – lentement, mais régulièrement.

Les perspectives de financement de nos programmes se sont également améliorées. Le financement total des programmes pour 2018 a dépassé en effet de 115 000 euros l'objectif fixé pour l'année. Même si aucun nouvel accord majeur n'a été signé cette année pour le financement de programmes, nous avons resserré nos liens avec plusieurs partenaires de financement potentiels. Par ailleurs, il s'avère difficile de savoir si, en raison du Brexit, le ministère britannique du développement international pourra, en dépit de son soutien régulier aux programmes en 2018, maintenir son financement à l'avenir.

Nous avons investi une partie de nos liquidités dans un portefeuille axé sur la préservation du capital. Notre politique d'investissement reflète à la fois notre devoir de diligence vis-à-vis des bailleurs de fonds et la position de l'ECDPM en matière de responsabilité sociale organisationnelle. Nous avons confié la gestion de notre portefeuille d'investissement à ABN AMRO MeesPierson avec pour mandat explicite d'investir dans le respect des normes environnementales, sociales et de gouvernance les plus rigoureuses – ce qui exclut les entreprises tirant leurs revenus de produits tels que l'alcool, le tabac, les jeux d'argent et les armes, et limite les investissements

à des entreprises sélectionnées sur la base de critères économiques, environnementaux et sociaux à long terme, de leur leadership, de la rémunération de leurs dirigeants, d'audits et de contrôles internes, et des droits de leurs actionnaires. Les résultats tirés de ce portefeuille seront évalués dans plusieurs années. Conformément à la performance générale de la bourse en 2018, le résultat net a été négatif pour l'année écoulée (-92 000 euros).

Nous avons clôturé notre exercice avec un déficit opérationnel de 160 000 euros. La majeure partie de ce montant a été prélevée sur les réserves du Centre. Le financement de la stratégie de l'ECDPM en matière de diversité et d'inclusion a été prélevé sur son fonds d'innovation.

RESPONSABILITÉ ET TRANSPARENCE

Nous nous efforçons de nous conformer aux normes les plus rigoureuses en termes de responsabilité et de transparence. Deux fois par an, un auditeur analyse notre situation financière, nos procédures financières et nos mécanismes de contrôle interne. Notre auditeur actuel, BDO, a confirmé que nos états financiers relatifs à 2018 donnent une image fidèle de la situation financière du Centre.

Le rapport de notre auditeur peut être consulté sur ecdpm.org/auditor-report-2018.

En juillet 2018, Transparify, initiative visant à promouvoir la transparence financière des groupes de réflexion dans le monde, a décerné à l'ECDPM sa cote maximale de cinq étoiles pour la quatrième fois d'affilée. ■

Plus d'informations sur transparify.org.

Sources de financement

INSTITUTIONNEL

Ministère néerlandais des affaires étrangères, Pays-Bas €2 700 000

Ministère suédois des affaires étrangères, Suède €545 793

Agence suisse pour la coopération et le développement (SDC), Suisse €355 074

Ministère luxembourgeois des affaires étrangères et européennes, Luxembourg €270 000

Ministère belge des affaires étrangères, Belgique €198 000

Irish Aid, Irlande €180 000

Ministère danois des affaires étrangères, Danemark €160 244

Ministère finlandais des affaires étrangères, Finlande €155 000

Agence autrichienne de développement (ADA), Autriche €92 746

Ministère estonien des affaires étrangères, Estonie €18 750

PROGRAMMES

Ministère italien de l'éducation, de l'université et de la recherche - Università degli Studi di Milano-Bicocca (UNIMIB), Italie €308 652

Ministère britannique du développement international (DFID – PO 40082120), Royaume-Uni €216 786

Ministère suédois des affaires étrangères, Suède €35 151

Ministère danois des affaires étrangères, Danemark €29 509

Agence autrichienne de développement (ADA), Autriche €25 129

Ministère luxembourgeois des affaires étrangères et européennes, Luxembourg €24 063

Irish Aid, Irlande €23 602

Ministère finlandais des affaires étrangères, Finlande €20 000

Ministère belge des affaires étrangères, Belgique €18 136

Ministère estonien des affaires étrangères, Estonie €6 250

Agence suisse pour la coopération et le développement (SDC), Suisse €6 057

Camões - Instituto da Cooperação e da Língua, Portugal €3 193

Ministère français de l'Europe et des affaires étrangères - Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI), France €2 398

PROJETS

Fondation Bill & Melinda Gates, États-Unis €700 680

Commission européenne - Particip GmbH, Allemagne €243 846

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Allemagne €214 290

Commission européenne, Belgique €75 784

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Ghana €71 493

Humanity United, États-Unis €69 059

RAND Europe, Royaume-Uni €59 148

Commission européenne - Change for Results EEIG (CHARE), Belgique €44 244

MDF Training & Consultancy, Pays-Bas €36 165

European Relocation Association (EurA), Allemagne €29 005

Banque mondiale, États-Unis €25 240

DEDRAS ONG, Bénin €24 555

Ministère finlandais des affaires étrangères, Finlande €16 350

IBF International Consulting, Belgique €13 311

Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA), Kenya €10 531

Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), Pays-Bas €8 250

Fonds Marshall allemand (GMF), États-Unis €6 870

Centre for Poverty Analysis (CEPA), Sri Lanka €6 838

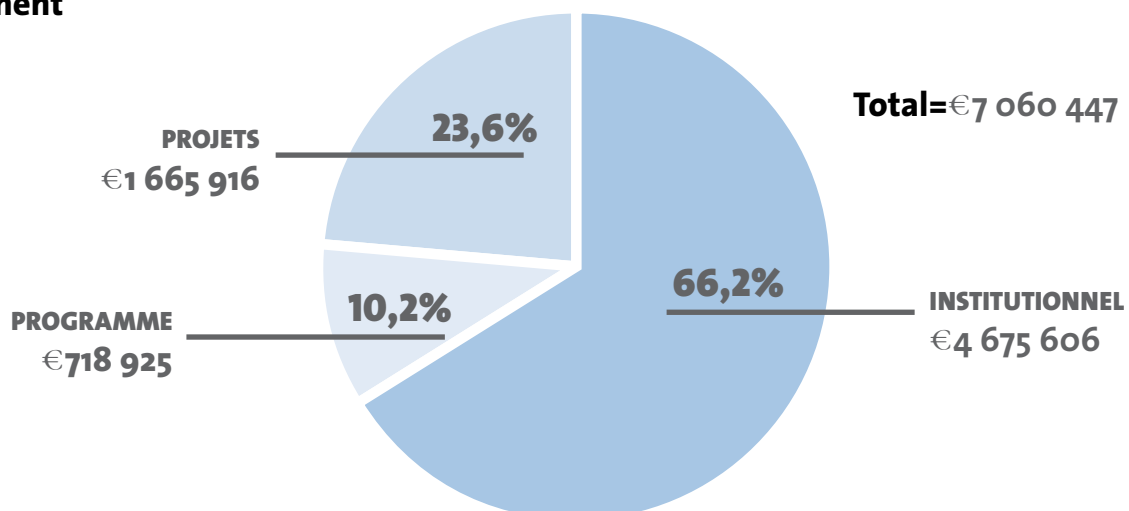
Ministère luxembourgeois des affaires étrangères et européennes, Luxembourg €4 269

Secrétariat du Commonwealth, Royaume-Uni €2 513

Agence autrichienne de développement (ADA), Autriche €1 950

Autres sources de financement (< 2 500 EUR), Divers €1 525

Financement



BILAN CONSOLIDÉ

Après affectation des résultats 2018, au 31 décembre 2018

En milliers d'euros

	31-12-2018	31-12-2017
ACTIF		
Actif fixe incorporel	110	109
Actif fixe corporel	2 416	2 491
Actif fixe		
Portefeuille d'investissement auprès d'ABN AMRO	3 907	3 999
Participation aux Fonds EDCS	13	13
Total actif fixe	3 920	4 012
Valeurs réalisables à court terme		
Avances et acomptes	57	43
Sommes à recevoir	1	2
Débiteurs	559	1 009
Impôts	99	7
Caisse	2 417	2 264
Total des valeurs réalisables à court terme	3 134	3 325
TOTAL ACTIF	9 580	9 937
PASSIF		
Dettes à court terme		
Créanciers	158	140
Impôts, retraites et cotisations de sécurité sociale	210	246
Dettes courantes	1 282	1 393
Total passif à court terme	1 648	1 779
Provisions	120	95
TOTAL PASSIF	1 768	1 874
FONDS PROPRES		
Chiffre d'affaires		
Résultat opérationnel net de l'exercice	2 971	3 114
Fonds d'innovation	158	175
Subvention du ministère néerlandais des affaires économiques pour le logement	2 269	2 269
Portefeuille d'investissement		
Plus-value réalisée sur le portefeuille d'investissement	2 413	2 505
TOTAL FONDS PROPRES	7 811	8 063
TOTAL PASSIF ET FONDS PROPRES	9 580	9 937

COMPTE D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018

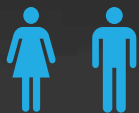
En milliers d'euros

		Budget 2019	Résultats 2018	Budget 2018	Résultats 2017
RECETTES					
I	Financements				
1.1	Financement institutionnel	4 595	4 676	4 730	4 333
1.2	Financement de programmes	930	718	603	547
1.3	Financement de projets	1 687	1 666	1 979	1 375
	Total financements	7 212	7 060	7 312	6 255
II	Recettes du portefeuille d'investissement				
2.1	Intérêt	p.m.	52	p.m.	13
2.2	Recettes provenant des ventes	p.m.	-21	p.m.	-1
2.3	Recettes provenant de la variation de la valeur boursière	p.m.	-104	p.m.	-2
2.4	Frais bancaires	p.m.	-19	p.m.	-2
	Total recettes du portefeuille d'investissement	p.m.	-92	p.m.	8
TOTAL RECETTES		7 212	6 968	7 312	6 263
DÉPENSES					
III	Dépenses opérationnelles	735	937	1 029	641
IV	Frais administratifs et de personnel				
4.1	Salaires et autres frais de personnel	5 612	5 244	5 254	5 026
4.2	Dépenses immobilières	240	227	245	223
4.3	Frais généraux et administratifs	260	464	319	286
4.4	Petits investissements	7	4	7	3
4.5	Services d'information	200	222	200	182
4.6	Dépréciation	140	111	140	109
4.7	Divers	18	12	18	18
	Total frais administratifs et de personnel	6 477	6 283	6 183	5 847
TOTAL DÉPENSES		7 212	7 220	7 212	6 488
IMPRÉVUS		100	0	100	0
RÉSULTAT TOTAL		-100	-252	0	-225
	<i>Recettes du portefeuille d'investissement</i>	<i>p.m.</i>	<i>-92</i>	<i>p.m.</i>	<i>8</i>
	Résultat opérationnel	-100	-160	0	-233
AFFECTATION DU RÉSULTAT					
	<i>Retrait des réserves générales</i>	<i>100</i>	<i>235</i>	<i>0</i>	<i>225</i>
	<i>Retrait du fonds d'innovation</i>	<i>p.m.</i>	<i>17</i>	<i>p.m.</i>	<i>0</i>
	Total affectation du résultat	100	252	0	225

Nos ressources humaines

L'ECDPM compte plus de soixante spécialistes en politique, communication et fonction d'appui originaires de plus de 25 pays du monde entier.

membres du personnel



39

24

MAASTRICHT Pays-Bas



43

BRUXELLES Belgique



8

PARTAGEANT LEUR TEMPS ENTRE MAASTRICHT ET BRUXELLES



12



16
juniors

JUNIORS



2

jeunes spécialistes
(young international
professionals)



1

stagiaire

CONSULTANTS ASSOCIÉS



11

MOYENNE DE ETP en 2018



61,6

NATIONALITÉS



29

Algérienne, allemande, australienne, belge, bolivienne, botswanaise, britannique, canadienne, costaricienne, croate, écossaise, espagnole, éthiopienne, finlandaise, française, indienne, italienne, kenyane, mauritanienne, néerlandaise, nigériane, ougandaise, pakistanaise, polonaise, portugaise, russe, sud-africaine, suisse et tunisienne.

PROGRAMME INTERNATIONAL POUR JEUNES SPÉCIALISTES

Le programme international pour jeunes spécialistes (YIPP) de l'ECDPM offre à de jeunes chercheurs d'Afrique l'occasion de faire partie de l'une de ses équipes stratégiques pendant une période de six à douze mois. Il vise à impulser des échanges dynamiques de connaissances et d'opinions ainsi qu'un resserrement des réseaux.

Nous avons occupé deux jeunes spécialistes en 2018. Depuis l'inauguration du programme en 2013, 11 jeunes spécialistes en provenance d'Afrique du Sud, du Bénin, du Botswana, du Burundi, d'Éthiopie, du Kenya, du Nigeria, d'Ouganda et de Tunisie sont venus renforcer nos équipes. Plusieurs de ces chercheurs ont été recrutés en coopération avec des organisations africaines et ont partagé leur temps entre l'ECDPM et notre institut partenaire.

INVESTISSEMENT DANS NOS RESSOURCES HUMAINES

Nous encourageons les membres de nos différents départements à développer leurs compétences professionnelles et réservons à cette fin un budget annuel par personne. Ils ont participé cette année à une série de programmes de formation en vue de renforcer leur expertise et leur efficacité dans plusieurs domaines :

- les langues (français et néerlandais)
- la communication
- la gestion des connaissances
- les TIC
- la protection des données et de la vie privée
- les premiers secours
- la sécurité des déplacements
- la gouvernance
- le droit du travail
- les ressources humaines
- le coaching
- le développement personnel et l'efficacité

Des membres du personnel ont également suivi des formations destinées à élargir leurs connaissances thématiques en matière d'analyse

d'économie politique, de migration et de fiscalité notamment.

Des responsabilités assez élevées leur étant confiées, les membres juniors de nos équipes en charge des programmes acquièrent rapidement une expérience pertinente. Ils accompagnent en outre des collègues plus expérimentés lors de missions sur le terrain, ce qui leur offre un apprentissage en prise directe particulièrement précieux.

NOTRE COMITÉ D'ENTREPRISE

Institué en 2014, le comité d'entreprise représente le personnel sur toute une série de questions portant plus particulièrement sur la politique en matière de ressources humaines et de conditions d'emploi. Un nouveau comité d'entreprise a été élu en janvier 2018 pour une période de deux ans. Deux membres ayant démissionné en cours d'année et un membre ayant pris un congé de maladie, trois nouveaux membres ont rejoint le comité dans le courant 2018.

Le comité a pris part en 2018 à un large éventail d'activités :

- la révision de la politique en matière de congé et la flexibilisation du temps de travail des membres du personnel
- des analyses et discussions consacrées à la localisation du personnel, au fractionnement de la rémunération (« salary splits ») et au statut juridique et fiscal
- la mise en œuvre d'une nouvelle politique de santé et de sécurité sur le lieu de travail
- le recrutement d'un nouveau directeur
- des discussions sur le budget et les perspectives financières
- des discussions sur les contrats de travail révisés

Le comité d'entreprise a tenu plusieurs réunions formelles avec la direction, et a rencontré le conseil d'administration lors des réunions officielles de celui-ci.

Le comité d'entreprise a participé en juin 2018 à une journée de formation assurée par un conseiller externe. À la suite de cette formation et de commentaires

de la part de membres du personnel, le comité s'efforce d'améliorer sa communication avec le personnel et la direction.

PERSONNES DE CONFIANCE AUPRÈS DU PERSONNEL

Deux personnes de confiance ont été à l'écoute des membres du personnel en 2018 pour parler avec eux de leurs préoccupations et difficultés éventuelles.

CONGÉ DE MALADIE À L'ECDPM

Notre taux d'absence pour maladie a été de 1,5 % en 2018 – un chiffre qui se compare favorablement à la moyenne enregistrée dans le secteur des services non marchands aux Pays-Bas, à savoir 5,3 % selon le Bureau central de la statistique (CBS).

SÉCURITÉ EN NOS BUREAUX ET EN DÉPLACEMENT

Depuis plus de dix ans, aucun incident ni accident n'est à signaler à l'ECDPM ni lors de déplacements effectués pour le Centre – et nous ne sommes pas peu fiers de ce record. Résolus à ce que cela continue, nous avons pris un certain nombre de dispositions en 2018, en plus des procédures et mesures de sécurité déjà en place :

- notre bureau de Bruxelles a été équipé de bureaux assis/debout et de chaises ergonomiques en vue de minimiser les risques liés à l'utilisation d'ordinateurs. L'installation progressive de bureaux assis/debout et de chaises ergonomiques est également prévue pour notre bureau de Maastricht au cours des quelques prochaines années ;
- nous avons assuré un cours de réanimation à nos 14 responsables des premiers secours. Tous ont obtenu le certificat en réanimation à l'issue de cette formation ;
- nous avons organisé une formation en sécurité des déplacements animée par un conseiller externe car des membres de notre personnel voyagent souvent à destination de zones conflictogènes. Notre intention est de réexaminer en 2019 nos procédures et protocoles en la matière. ■

Gouvernance

Les membres de notre conseil d'administration en 2018



Adebayo Olukoshi,
président du conseil d'administration

Directeur régional Afrique et Asie de l'Ouest de

l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale et ancien directeur de l'Institut africain de développement économique et de planification
Nigeria



Koos Richelle, vice-président du conseil d'administration

Président du comité consultatif néerlandais sur

les affaires migratoires et ancien directeur général à la Commission européenne successivement à la DG AIDCO et la DG Développement puis à la DG EMPL (emploi, affaires sociales et inclusion)
Pays-Bas



Maria de Jesus Veiga Miranda

Ambassadeur et Représentante permanente du Cap-Vert auprès du

Bureau des Nations unies et d'autres organisations internationales à Genève, Mission permanente du Cap-Vert
Cap-Vert



Ibrahim Mayaki

Secrétaire exécutif du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et ancien

Premier ministre du Niger
Niger



Jean-Claude Boidin

Ancien ambassadeur de l'UE et ancien chef d'unité à la DG Coopération internationale et

développement (Commission européenne)
France



Betty Maina

Secrétaire permanente aux affaires d'Afrique de l'Est au Kenya, ancienne directrice exécutive de

l'association des fabricants du Kenya et membre du Groupe de personnalités de haut niveau (Nations unies) chargé de recommandations en vue du programme de développement pour l'après-2015
Kenya



Alan Hirsch

Professeur et directeur de la Nelson Mandela School of Public Governance de l'Université du Cap, et ancien

conseiller principal en politique auprès de trois présidents sud-africains
Afrique du Sud



Ruth Jacoby

Ancienne directrice générale de la coopération au développement international (ministère

suédois des affaires étrangères), membre du Groupe de personnalités de haut niveau des Nations unies sur la cohérence, ancienne directrice exécutive au sein du conseil des administrateurs de la Banque mondiale, et ancienne ambassadeur de Suède en Allemagne et en Italie
Suède



Conseiller honoraire auprès du conseil d'administration de l'ECDPM pour les affaires extérieures européennes : Dieter Frisch

Ancien directeur général du développement, Commission européenne
Allemagne

Les membres de notre équipe de direction en 2018

Ewald Wermuth*

Directeur jusqu'en juin 2018
Pays Bas



James Mackie*

Chef de l'unité LQS (Appui à l'apprentissage et à la qualité) jusqu'en juin 2018 ; directeur faisant fonction de juin à

décembre 2018
Royaume-Uni



Geert Laporte

Directeur adjoint
Belgique



Virginia Mucchi

Responsable de la communication
Italie



Faten Aggad*

Responsable du programme « Institutions africaines »
Algérie



San Bilal*

Responsable de l'équipe en charge du commerce, des investissements et des finances au sein du programme « Transformation économique et agricole »
Suisse



Bruce Byiers

Responsable de l'équipe en charge de l'intégration régionale au sein du programme « Transformation économique et agricole »
Royaume-Uni



Roland Lemmens

Responsable des services financiers et opérationnels
Pays-Bas



Jan Vanheukelom*

Responsable par intérim de l'unité LQS (Appui à l'apprentissage et à la qualité) de juin à décembre 2018
Belgique



Iris Cremers

Responsable des ressources humaines
Pays-Bas

**De juin à décembre 2018, James Mackie a assumé le rôle de directeur faisant fonction suite à la démission d'Ewald Wermuth pour raison de santé. Le rôle de James Mackie en tant que responsable de l'unité LQS a été assumé par Jan Vanheukelom durant cette période. Faten Aggad a quitté l'ECDPM en juin 2018. San Bilal l'a remplacée comme membre de l'équipe de direction.*

CHANGEMENTS AU NIVEAU DE NOTRE GOUVERNANCE

Aucune modification n'est intervenue en 2018 dans la composition de notre conseil d'administration, mais plusieurs changements ont été effectués au niveau de notre direction opérationnelle. Ewald Wermuth ayant démissionné en milieu d'année pour raison de santé, nous avons entamé en août le processus de recrutement d'un nouveau directeur. À l'issue d'une procédure approfondie à laquelle ont participé le conseil d'administration, le comité d'entreprise et un comité de sélection du personnel, Carl Michiels a été nommé comme nouveau directeur de l'ECDPM avec entrée en fonction en janvier 2019.

CHANGEMENT ORGANISATIONNEL

Début 2018, nous avons demandé un réexamen externe destiné à recenser les défis actuels et futurs à relever par notre organisation, et à formuler des suggestions quant à la manière dont notre conseil d'administration et notre direction pourraient adapter la gouvernance et la gestion du Centre dans la perspective des défis et des opportunités qui l'attendent. Le rapport final formule des recommandations dans toute une série de domaines allant de la gestion des ressources humaines aux structures organisationnelles et stratégies de financement.

Fin 2018, nous avons créé une équipe spéciale « changement » chargée de faciliter l'examen plus poussé de ces recommandations au niveau du personnel et de la direction, et d'orienter leur mise en œuvre au cours des deux années

suivantes. L'équipe, qui se compose de deux représentants de la direction, de deux représentants du personnel et d'un représentant du comité d'entreprise, vise à favoriser une approche ascendante et collaborative de la réalisation d'une feuille de route précise.

Notre task force « genre » a parallèlement amorcé un processus destiné à accroître, à la fois au sein de l'organisation et en dehors de celle-ci, la sensibilisation à l'égard des questions d'égalité hommes-femmes et de diversité. Le temps fort de sa mission a été en 2018 un atelier sur le thème de la diversité et du genre, organisé par un expert externe et ouvert à l'ensemble du personnel. La task force consacrera ses efforts en 2019 à l'élaboration d'une stratégie de l'ECDPM en matière de diversité et d'inclusion.

PROTECTION DES DONNÉES : LA MISE EN CONFORMITÉ AVEC LA NOUVELLE LÉGISLATION DE L'UE RELATIVE À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Nous avons entamé fin 2017 la préparation de notre mise en conformité avec la nouvelle législation de l'UE relative aux données à caractère personnel entrée en vigueur le 25 mai 2018, à savoir le règlement général sur la protection des données (RGPD). Nous avons créé à cette fin une équipe spéciale comprenant des membres issus de différents départements de l'ECDPM : TIC, finances et opérations, ressources humaines, communication, appui à l'apprentissage et la qualité, et direction. Elle a bénéficié tout au long du processus de l'appui d'un conseiller juridique externe.

Cette mise en conformité avec la nouvelle réglementation a donné lieu à un profond remaniement de nos systèmes et processus. La première étape a consisté à cartographier tous nos flux de données et à faire l'audit de notre collecte, de notre stockage et de notre traitement de celles-ci. Nous avons conçu sur cette base une nouvelle politique générale en matière de respect de la vie privée, qui précise les données personnelles que nous récoltons auprès des parties prenantes et que nous traitons ; les raisons pour lesquelles nous le faisons et sur quelles bases juridiques nous nous appuyons ; et quels

sont les droits de nos parties prenantes. Nous avons également instauré une politique interne de protection des données à caractère personnel qui fixe des orientations et des règles à suivre par l'ensemble de nos effectifs. Plusieurs sessions d'information ont été organisées pour faire connaître les nouvelles règles au personnel.

La base de données de nos contacts et les listes d'abonnés à nos bulletins ont été tout particulièrement concernées. Nous avons conclu, en concertation avec notre conseiller juridique, que l'approche la plus judicieuse consistait, dans notre situation, à demander à nos abonnés de reconfrimer leurs abonnements – ce qui devait, en toute logique, entraîner une diminution du nombre d'abonnés et de contacts enregistrés. Les statistiques d'abonnement attestent toutefois d'un engagement en forte augmentation de la part de nos lecteurs. Notre lectorat a continué lui aussi de connaître une progression très rapide avec une moyenne de 180 nouveaux abonnés chaque mois.

L'équipe a dû répondre aux exigences du RGPD à d'autres égards encore : les contrats d'emploi et de financement révisés, les accords de traitement de données avec des partenaires et des fournisseurs, la création d'un registre et un protocole pour la consignation des violations de données, des mesures complémentaires de sécurité technique, et une série de documents-types allant de formulaires de consentement à une interview, à de nouveaux formulaires d'inscription à des événements.

La mise en conformité avec la nouvelle législation de l'UE en matière de protection des données a exigé un effort considérable de la part de notre organisation, et le travail ne s'est pas arrêté en 2018 : l'équipe qui en est chargée continue d'assurer le suivi des processus internes, de répondre aux demandes émanant de parties prenantes et aux questions adressées par des collègues, d'élaborer des documents conformes au RGPD en cas de besoin, et d'étayer le développement d'une nouvelle base de données « contacts ». ■



Nos partenaires

Les partenariats sont la pierre angulaire de notre mode d'action. Les partenaires inspirent de nouvelles idées et permettent un échange systématique d'expériences et de bonnes pratiques. Mais il s'avère surtout que des efforts conjugués parviennent à des résultats que des actions individuelles non coordonnées n'obtiendront jamais.

L'ECDDPM collabore avec un large éventail de partenaires. Ceux-ci confèrent davantage de valeur à notre travail et nos propres apports valorisent le travail réalisé par d'autres. Nous mettons également nos partenaires en relation en vue d'impulser entre eux une collaboration stratégique dans la poursuite de buts communs.

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

(voir également la section consacrée au financement en page 41)

Agence de développement autrichienne (ADA)

Agence suisse pour la coopération et le développement (SDC)

Irish Aid

Ministère belge des affaires étrangères

Ministère danois des affaires étrangères

Ministère estonien des affaires étrangères

Ministère finlandais des affaires étrangères

Ministère luxembourgeois des affaires étrangères et européennes

Ministère néerlandais des affaires étrangères

Ministère suédois des affaires étrangères

PARTENAIRES DE PROGRAMMES

(voir également la section consacrée au financement en page 41)

Camões - Instituto da Cooperação e da Língua

Ministère britannique du développement international (DFID)

Ministère français de l'Europe et des affaires étrangères

Ministère italien de l'éducation, de l'université et de la recherche

INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Agence de planification et de coordination du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique)

Banque africaine de développement

Banque européenne d'investissement (BEI)

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)

Comité économique et social européen (CESE)

Commission de l'Union africaine

Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CENUA)

Commission européenne

Communautés économiques régionales (CER) d'Afrique et en particulier le COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) et l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine)

Cour des comptes européenne

Groupe de la Banque mondiale

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI)

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et son Centre de développement

Parlement européen

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Bureau régional pour l'Afrique

Secrétariat et Comité des Ambassadeurs ACP

Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

PARTENAIRES STRATÉGIQUES

Africa Center for Economic Transformation (ACET)

Fondation Bill & Melinda Gates

Humanity United

Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA)

Institute for Security Studies (ISS)

Institute for Peace and Security Studies (IPSS)

International Food Policy Research Institute (IFPRI)

Organisations régionales d'agriculteurs en Afrique, et en particulier l'EAFV (Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale), le ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest) et la SACA (Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe)

LIENS DE COLLABORATION AVEC

ADE Consulting Group

AETS (société de conseil internationale)

African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD)

Agence coréenne de coopération internationale (KOICA)

Amfori



Barefoot Law

Bureau de liaison des Nations unies pour la paix et la sécurité (UNLOPS)

Center for Global Development (CGD)

Center for Poverty Analysis (CEPA)

Centre africain pour le développement des ressources minérales (AMDC)

Centre africain pour le commerce, l'intégration et le développement (CACID)

Centre d'études africaines de Leyde (Pays-Bas)

Centre d'études, de documentation et de recherches économiques et sociales (Cedres)

Centre for the Analysis of Regional Integration at Sussex (CARIS)

Centre pour la participation citoyenne au sein de l'Union africaine (CCP-AU)

Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)

Chatham House

Clingendael

Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise (CDDE)

Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA)

Council on Foreign Relations (CFR)

CUTS International

DAI

DEDRAS ONG

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

DNA Economics

Dublin City University Brexit Institute

EUROCHAMBRES

European Relocation Association (EurA)

European Studies Association of Sub-Saharan Africa (ESA-SSA)

Fondation Hanns Seidel

Fondation Roi Baudouin

Fonds Marshall allemand des États-Unis (GMF)

Forum Bruno Kreisky pour le dialogue international

Forum économique mondial (FEM)

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

GFA Consulting Group

Graduate School of Development Policy and Practice (Université du Cap)

Groupe ODYSSEE (Groupe Observation des Dynamiques Sociales, Spatiales & Expertise Endogène)

Hivos

IBF International Consulting

ICCO (Coopération inter-églises de coopération au développement)

Imani Development

Initiative pour la durabilité du bassin du lac Naivasha

Institut Egmont

Institut européen d'administration publique (IEAP)

Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI)

Institut mondial des ressources (WRI)

Institut néerlandais pour la démocratie multipartite (NIMD)

Institut universitaire européen

Institute for Global Dialogue (IGD)

Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS)

Les Amis de l'Europe

Les Amis du Fonds mondial Europe

Maastricht Graduate School of Governance (Université de Maastricht, UNU-MERIT)

MDF Training & Consultancy

Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ)

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Oxfam International

Particip GmbH

RAND Europe

Saana Consulting

Secrétariat du Commonwealth

Università Cattolica del Sacro Cuore (UNICATT)

Università degli Studi di Milano-Bicocca

(UNIMIB)

Università degli Studi di Pavia (UNIPV)

Università degli Studi di Scienze Gastronomiche (UNISG)

Université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie

Université d'Utrecht

Université Nelson Mandela

Vienna Institute for International Dialogue and Cooperation (VIDC)

Woord en Daad

RÉSEAUX ET PLATEFORMES

Alliance for Peacebuilding

Association des institutions européennes bilatérales de financement du développement (EDFI)

Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI)

Bureau européen de liaison pour la construction de la paix (EPLO)

European Think Tanks Group (ETTG) comprenant, outre l'ECDPM, l'Institut allemand de développement (DIE), l'Institut de développement durable et des relations internationales (IDDRI), l'Institut des affaires internationales (IAI) et l'Overseas Development Institute (ODI)

FriEnt, groupe allemand « Paix et développement »

Plateforme néerlandaise de connaissances sur l'alimentation et la sécurité nutritionnelle (F&BKP)

Plateforme néerlandaise de connaissances sur les politiques de développement inclusif (INCLUDE)

Plateforme néerlandaise de connaissances sur la sécurité et l'État de droit (KPSRL)

Réseau européen des fondations politiques (ENoP)

Intéressé par un partenariat avec l'ECDPM ? N'hésitez pas à prendre contact avec Geert Laporte ou Sabine Mertens via ecdpm.org/people.

Durabilité

L'ECDPM promeut l'amélioration des politiques internationales au profit d'un développement mondial durable. Mais cet effort visant à améliorer la qualité de vie sur notre planète doit commencer par nous-mêmes. Nous sommes conscients que la nature même de notre travail fait que l'ensemble de nos actions et activités ont nécessairement une incidence sur l'environnement. Nous avons la volonté de limiter celle-ci autant que possible en respectant les dispositions législatives et réglementaires ou en lançant nos propres initiatives. L'intégration de la durabilité dans chacune de nos activités quotidiennes est un processus d'apprentissage, mais nous œuvrons ardemment à la réalisation de cet objectif.

INTÉGRATION DES PRINCIPES DE DURABILITÉ

Nous avons inauguré fin 2017 l'initiative d'écologisation du Centre (Greening ECDPM) au travers de laquelle nous ambitionnons une intégration plus poussée encore de la durabilité dans nos activités quotidiennes en prenant notamment des mesures destinées à améliorer l'efficacité énergétique et à mieux sensibiliser nos collègues. Nos premiers efforts ont porté l'année dernière sur le passage à des sources lumineuses LED dans nos locaux de Maastricht. Le remplacement de notre éclairage de secours par des ampoules LED s'est traduit par une baisse de 56 % de la puissance électrique par point lumineux.

Nous avons amélioré en 2018 l'isolation de certains locaux de notre siège et remplacé une partie des appareils électriques par des solutions alternatives offrant un meilleur rendement énergétique. Ces efforts ont permis de diminuer de 4 % notre consommation d'énergie à Maastricht par rapport à 2017. Nous avons changé de fournisseur fin 2018 en faveur d'une énergie verte produite aux Pays-Bas : notre nouveau fournisseur compense la consommation énergétique de ses clients en participant à des projets de protection des forêts. Enfin, la consommation d'eau au siège de l'ECDPM a diminué de 13 % par rapport à 2017.

Nous avons été moins performants cette année du côté des déchets, dont le volume total a augmenté de 12 % à Maastricht par rapport à l'année dernière. Ce constat s'explique largement par un grand nettoyage de trois années d'archives financières, lequel a généré une hausse de 60 % de nos déchets de papier. Notre production de déchets devrait recommencer à baisser en 2019.

Nous utilisons depuis 2018 des produits de nettoyage respectueux de l'environnement dans nos deux bureaux, et nous y avons réduit le nombre de poubelles individuelles pour consommer moins de sacs.

Les chiffres relatifs à la consommation d'eau et d'énergie et à la production de déchets concernent uniquement notre bureau de Maastricht. Pour ce qui concerne celui de Bruxelles, nous partageons l'immeuble avec d'autres organisations et ne disposons que de moyennes basées sur la consommation d'eau et d'énergie, et la production de déchets, de l'ensemble des occupants.

DÉPLACEMENTS

Nous encourageons les transports publics, et le chemin de fer en particulier, afin de minimiser l'empreinte de nos déplacements. La nature même de notre activité rend toutefois les voyages en avion impossibles à éviter. Nous veillons à réduire nos déplacements non seulement entre nos bureaux de Maastricht et Bruxelles, mais également auprès de nos partenaires, grâce à une utilisation intelligente de la vidéoconférence.

APPROVISIONNEMENT DURABLE

Notre politique d'achat insiste sur des produits et des services durables, et nous travaillons dans la mesure du possible avec des fournisseurs locaux engagés envers un approvisionnement durable. ■



Conception : Nina Thijssen, Virginia Mucchi et Yaseena Chiu-Van't Hoff

Textes : Nina Thijssen, Valeria Pintus et Philipp Sanderhoff

Direction artistique et conception graphique : Yaseena Chiu-Van't Hoff

Mise en page : Robin van Hontem

Nous remercions Michelle Luijben de son assistance éditoriale, Anne Bigwood de la traduction française, Sabine Mertens de la relecture, et tous les membres du personnel de l'ECDPM qui ont contribué au présent rapport.

CRÉDITS PHOTOS

Couverture et deuxième de couverture

Des élèves de l'enseignement secondaire rentrent chez elles après l'école à Djabal (Est du Tchad). Photo de l'Union européenne, via Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes sur Flickr.com.

Pages 5

Luckystar Miyandazi (ECDPM) et Joram Tarusarira de l'Université de Groningen participent à une table ronde lors du symposium annuel 2018 de la Communauté des étudiants africains organisé à Groningen (Pays-Bas). Photo de l'ECDPM.

Page 6

Paulina Bizzotto Molina (ECDPM) cueille le sukuma en compagnie de Naomi Lembris Meigaru à Oldonyowas dans la zone périurbaine d'Arusha (Tanzanie). Photo de Zacharia Izrael (Oikos East Africa).

Pages 8 et 9

Une foule assiste à un match de football d'enfants dans le camp de réfugiés de Hitsats dans la région du Tigray (Éthiopie). Photo d'Anna Knoll (ECDPM).

Page 10

Felix Fernandez-Shaw, Shada Islam, l'Ambassadeur Baso Sangqu, Barbara Pesce-Monteiro et Geert Laporte (ECDPM) lors de la présentation du Challenges Paper de l'ECDPM à Bruxelles (Belgique). Photo de Philipp Sanderhoff (ECDPM).

Lidet Tadesse (ECDPM) auteure d'un blog pour notre série consacrée à la Journée Afrique 2018. Photo de Virginia Mucchi (ECDPM).

Francesco Rampa (ECDPM) et d'autres membres de la Task Force « Rural Africa » présentent leur rapport final à la Commission européenne et à la Commission de l'Union africaine à Bruxelles (Belgique). Photo de Cornelia Smet (Union européenne 2019).

Page 11

Jeske van Seters (ECDPM) et le consultant Dieu-donné Konnon s'entretiennent avec le Président et Secrétaire de l'Association Nationale des Pépiniéristes Professionnels d'Anacarde de Côte d'Ivoire (ANPPACI) à Abidjan (Côte d'Ivoire). Photo de l'ECDPM.

Anna Knoll et Amanda Bisong (ECDPM) à Marrakech (Maroc) en vue de la conférence des Nations unies « Pacte mondial pour les migrations ». Photo de l'ECDPM.

Bill Gates prend la parole lors d'un débat public organisé par le European Think Tanks Group et le Parlement européen à Bruxelles (Belgique). Photo de Nina Thijssen (ECDPM).

Andrew Sherriff (ECDPM) présente notre étude sur la nature changeante du soutien à la consolidation de la paix lors d'un panel animé par Dan Smith, directeur de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), à Stockholm (Suède). Photo d'Alexandra Manolache (SIPRI).

Page 12

Simon Maxwell, Alex Thier, Bill Gates, Federica Mogherini, Nathalie Tocci et James Mackie (ECDPM) lors d'un débat public organisé par le European Think Tanks Group et le Parlement européen à Bruxelles (Belgique). Photo de Nina Thijssen (ECDPM).

Pages 14 et 15

Participants à un atelier de trois jours sur le thème de la cohérence des politiques, organisé par l'ECDPM, le DIE et Southern Voice à Maastricht (Pays-Bas). Photo de Philipp Sanderhoff (ECDPM).

Page 16

Marche anti-Brexit organisée par The People's Vote. Photo de TeaMeister via Flickr.com.

Pages 18 et 19

Paysage urbain d'Accra (Ghana). Photo de Cecilia Gregersen (ECDPM).

Page 20

Des collègues, consultants associés et consultants externes travaillent sur un projet de l'ECDPM à Tunis (Tunisie). Photo de Martin Ronceray (ECDPM).

Page 22

Réfugiés au Tchad. Photo de Dominique Catton, Union européenne, via Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes sur Flickr.com.

Page 23

Femme enceinte à Kampala (Ouganda). Photo d'Edward Echwalu, UE/ECHO, via Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes sur Flickr.com.

Pages 24 et 25

Commerçants au Darfour-Occidental. Photo d'Albert González Farran (MINUAD) via Flickr.com.

Page 26

Marché à Bamako (Mali). Photo de Paulina Bizzotto Molina (ECDPM).

Page 28

San Bilal (ECDPM) anime une table ronde consacrée aux relations économiques entre l'Afrique et l'UE, organisée à Bruxelles (Belgique) par la Fondation Hanns Seidel. Photo de la Fondation Hanns Seidel (Bruxelles).

Pages 30 et 31

Classe de confection au Youth Education Package Center dans le camp de réfugiés de Hitsats (région du Tigray en Éthiopie). Photo d'Anna Knoll (ECDPM).

Pages 32 et 33

Naomi Lembris Meigaru cueille le sukuma dans la zone périurbaine d'Arusha (Tanzanie). Photo de Zacharia Izrael (Oikos East Africa).

Page 35

Sean Woolfrey (ECDPM) anime un atelier de recherche à l'intention d'étudiants de l'Université Érasme de Rotterdam. Photo de Yaseena Chiu-van't Hoff (ECDPM).

Page 36

Alexei Jones (ECDPM) prend la parole lors d'un atelier consacré aux instruments de financement externe, organisé par le Parlement européen à Bruxelles (Belgique). Photo du photographe du Parlement européen (Union européenne 2018).

Andrew Sherriff (ECDPM) présente notre étude sur la nature changeante du soutien à la consolidation de la paix lors d'un panel animé par Dan Smith, directeur de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), à Stockholm (Suède). Photo d'Alexandra Manolache (SIPRI).

Page 37

Virginia Mucchi (ECDPM) à l'écoute d'un débat public organisé par le European Think Tanks Group et le Parlement européen à Bruxelles (Belgique). Photo de Nina Thijssen (ECDPM).

Luckystar Miyandazi, Kesaobaka Pharathlathe et Philomena Apiko (ECDPM) en compagnie de Wiebe Nauta de l'Université de Maastricht lors du symposium annuel 2018 de la Communauté des étudiants africains à Groningen (Pays-Bas). Photo de l'ECDPM.

Page 39

L'équipe Communication de l'ECDPM filme une interview vidéo avec Lidet Tadesse. Photo de Nina Thijssen (ECDPM).

Page 44

Déjeuner entre collègues au bureau de Bruxelles de l'ECDPM. Photo de Valeria Pintus (ECDPM).

Page 48

Giulia Maci, Imme Scholz, Bill Gates, Linda McAvan, Simon Maxwell et Federica Mogherini lors d'un débat public organisé par le European Think Tanks Group et le Parlement européen à Bruxelles (Belgique). Photo de Nina Thijssen (ECDPM).

Page 49

Lidet Tadesse (ECDPM) à la conférence annuelle de la Plateforme néerlandaise de connaissances sur la sécurité et l'État de droit (KPSRL) à La Haye (Pays-Bas). Photo de Mariska Kerpel (KPSRL).

Geert Laporte (ECDPM) prend la parole lors d'une table ronde sur l'avenir de l'aide, organisée à Bruxelles (Belgique) par la Fondation Hanns Seidel. Photo de la Fondation Hanns Seidel (Bruxelles).

Page 51

Siège de l'ECDPM à Maastricht. Photo d'Ernst van Loon.

Photo des membres du personnel de l'ECDPM

Yaseena Chiu-van't Hoff (ECDPM)
Tanit Parada-Tur (ECDPM)
Clem Silverman (ECDPM)
Maurice Bastings (Maurice Bastings Photography)

CONTACTEZ-NOUS

L'ECDPM a deux bureaux respectivement situés à Maastricht (Pays-Bas) et à Bruxelles (Belgique). Nous serions très heureux que vous nous appeliez par téléphone, que vous nous adressiez un courriel (info@ecdpm.org) ou que vous preniez directement contact avec l'un ou l'autre membre de nos équipes : vous trouverez leurs coordonnées individuelles sur ecdpm.org/people.

Bureau de Maastricht

The Pelican House (siège)

Onze Lieve Vrouweplein 21
6211 HE Maastricht (Pays-Bas)
+31 (0)43 3502900

Bureau de Bruxelles

Rue Archimède 5
1000 Bruxelles (Belgique)
+32 (0)2 2374310

facebook.com/ecdpm
twitter.com/ecdpm
linkedin.com/company/ecdpm

ecdpm

Centre européen de gestion des
politiques de développement

ecdpm.org